NSUEL - N°20 - Juin 1984 - 9,00 F

ISSN 0754-281 X

# **CHOMAGE** — AUSTERITE

## RESTRUCTURATIONS

# Pour une autre politique

AGIR — UNIR

**PROPOSER** 

I n'est plus personne dans les rangs ouvriers et populaires pour contester les caractères de la période : austérité, chômage, désarroi, voire colère de millions d'hommes et femmes qui attendaient tout autre chose d'un gouvernement de gauche. Certains plaident pour ce « passage obligé » devant ouvrir des lendemains

meilleurs. D'autres approuvent ces réajustements trop tardifs à leur gré. succèdant à une période de prospérité aujourd'hui révolue.

Beaucoup s'interrogent : comment en est-on arrivé là trois ans après mai 81? Quelles autres perspectives? Quelle autre politique?

Il n'est plus personne pour contester combien la situation est difficile, pour contester qu'elle exige audace dans la pensée et détermination dans l'action, qu'elle exige innovation et persévérance, qu'elle nécessite des efforts d'étude et de compréhension. Comme beaucoup d'autres, nous nous essayons à comprendre la réalité du monde d'aujourd'hui, les règles économiques qui le régissent, les bouleversements qui le transforment, les obstacles qui verrouillent la satisfaction des besoins les plus légitimes et les plus immédiats des travailleurs de notre pays et du monde entier. Et la nécessité et la possibilité d'autres CHOIX ÉCONOMIQUES font surgir la nécessité d'autres CHOIX POLITIQUES. Agir pour une autre politique

économique pour le pays impose d'agir pour une autre politique dans les rangs ouvriers et populaires, pour un renouveau urgent et nécessaire.

Des militants ouvriers et syndicalistes du PCML, lors d'une réunion de travail fin avril 1984, ont mis en commun leurs connaissances, leurs expériences de luttes quotidiennes sur le terrain, les résultats de leurs échanges avec d'autres travailleurs, d'autres militants politiques et syndicalistes. Ce numéro spécial de Travailleurs en donne un aperçu. Apercu incomplet et imparfait. Incomplet car cette réunion de travail a abordé d'autres sujets - les bastions d'industries traditionnelles en voie de reconversion, les congés de reconversion, les préretraites, par exemple- qui n'ont pas trouvé place ici faute d'espace ou faute d'une synthèse suffisante.

Imparfait dans le style qui confine parfois au jargon militant ou de spécialiste. Imparfait surtout car la mise à plat des connaissances révèle les points faibles, les insuffisances, les points qui méritent d'être approfondis. Mais si ce numéro spécial délimite certaines de nos analyses.

conceptions et propositions, il ne les fige pas.

Du moins nous le voulons ainsi; nous le souhaitons instrument pour avancer avec d'autres travailleurs, avec d'autres camarades, également préoccupés et inquiets, mais qui comme nous gardent les mêmes espoirs, les mêmes exigences d'un avenir et d'une société dont les travailleurs seront maîtres.

### LA BATAILLE DE L'EMPLOI

e printemps 84 est marqué par l'augmentation rapide et importante du chômage. 200 000 chômeurs de plus de novembre 83 à mars 84. Avec la perspective, pour fin 84, de 2 450 000 selon Pierre Mauroy, et de 2 600 000 selon Jack Ralite... et sans doute malheureusement 3 millions si I'on en croit les estimations syndicales.

Dans le même temps, le gouvernement, après avoir autorisé 6000 suppressions d'emplois, dont 2000 licenciements, à Talbot-Poissy, faisait connaître ses projets de restructuration industrielle: 60 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie, les charbonnages, la construction navale; bien plus si l'on tient compte des effets induits dans la sous-traitance et le tissu économique des régions touchées. Une nouvelle politique industrielle était ainsi exprimée au grand jour, en particulier par François Mitterrand. Et rapidement, Citroën puis Michelin annonçaient à leur tour chacun 5000 suppressions d'emplois, dont 2400 licenciements chez Citroën.

Rien n'est fatal ni écrit d'avance. Examiner et comprendre la politique d'austérité industrielle et économique mise en œuvre, s'efforcer d'anticiper son devenir ne signifie pas pour autant baisser les bras devant des politiques de «sortie de crise» à la Reagan ou à la Mitterrand que l'histoire aurait inscrites comme inéluctables. L'histoire n'est pas écrite d'avance, forgée qu'elle est par les peuples, leurs intérêts et leurs aspirations, leurs luttes, avancées et échecs. En France même, cette ac- ductique. tion des masses populaires sur l'histoire passe par quantité de canaux régulateurs qui «chauffent» plus ou moins selon les périodes.

Il est vrai, le mouvement ouvrier et populaire aujourd'hui dans notre pays reste en état de défensive, d'infériorité tant du fait des politiques timorées, et l'ont irrigué ces dernières années,

qu'auront encore pour de longues années les déstructurations et les restructurations économiques sur son tissu organisationnel et idéologique.

Néanmoins, même si nous ne rêvons pas à une possibilité immédiate d'inverser la stratégie globale de sortie de crise de l'impérialisme, comme beaucoup dans le pays nous nous demandons comment l'affronter, comment la contrecarrer sur tel ou tel point aujourd'hui et demain? En cernant les lignes de faiblesse de cette stratégie, n'est-il pas possible de déterminer où porter les coups et actions d'où résultera un rapport de forces plus en faveur des travailleurs?

#### LIGNES DE FAIBLESSE **ET RESISTANCES**

La lecture des experts bourgeois, si l'on prend au sérieux les difficultés qu'ils révèlent, aide bien. A les en croire, les difficultés industrielles actuelles tiennent au fameux couple valeur ajoutée/travail (VA/T); autrement dit, comment augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises? Dramatiques interrogations! Pour réduire T. la règle est de réduire l'emploi (on débauche), de réduire le coût unitaire du travail (on baisse les salaires et les charges). Afin d'augmenter la valeur ajoutée, on investit pour rationaliser la production, on multiplie recherche et innovation; en cette période de crise et de réduction des marchés, cela signifie aussi et encore : réduire l'emploi. La question de l'emploi est au cœur même de la mise en œuvre de toutes les stratégies de «sortie de crise» proposées, du PS à la droite.

Pour autant, ce n'est pas si simple à réaliser. La recherche prend du temps, ses effets dans la production sont lents. Pour remplacer 6 000 emplois, il faut 5 milliards d'investissements en pro-

Il n'est pas aisé non plus de supprimer les emplois. Car licencier ne suffit pas, il faut supprimer le sous-emploi par rapport au capital fixe (usine fonctionnant à 40-50% de sa capacité de production, d'où la « casse ») : c'est un des casse-têtes de la concurrence impérialiste. Difficile aussi de licencier sans inadéquates et fausses qui l'irriquent contrepartie, ca résiste. Les travailleurs résistent! Difficile de chasser d'un que sous le coup des effets qu'ont et coup les travailleurs immigrés; ils résistent... et on en a toujours besoin! Il n'est pas évident non plus de trop réduire le pouvoir d'achat car cette réduction affecte le marché intérieur, met en péril certaines PME, risque d'accélérer la pénétration étrangère; ça résiste aussi. Ces points de résistance agissent sur les lignes de faiblesse de la stratégie impérialiste de sortie de crise.

Aussi, considérons-nous, avec d'autres travailleurs et militants, que emploi, pouvoir d'achat et lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits constituent les batailles centrales de la période. Il n'y a pas de hiérarchie entre ces batailles, unifiées quant à l'objectif social, économique et politique que nous poursuivons. Elles sont de long terme et autrement plus amples que ce qu'en a traité le conseil des ministres («pôles de reconversion»). Les menaces sur l'emploi «S - C.N. - C» (sidérurgie, chantiers navals, charbon) comme dit Mauroy, sont réelles, mais l'assaut contre l'emploi est déjà et sera bien plus vaste.

### LA QUESTION DE L'EMPLOI

Elle est urgente. Parallèlement, il nous faut replacer cette question dans le cadre de la réorganisation de la production et du travail.

Pour avoir quelques pistes de réflexion, citons les raisons de la dégradation du volume de l'emploi. Dans le même temps où il y a déploiement déploiement du capital, il y a rétrécissement sur soi du procès de production, il y a intensification du travail. La baisse du volume d'emploi est un mouvement d'ensemble d'aspects imbriqués; ici, tel aspect joue, là tel acresse suspect de sympathie pour vrière, dans son bilan e ment la réalité des effets déploiement du capital : « Pourquoi la classe çaise souffre-t-elle, au de la nation tout entière ment indu, d'une "expinent que, plus récei autre. Ce sont :

 les « restructurations », c'est-à-dire destruction de capacités de production et reconcentration de l'activité sur certaines lignes de produits;

 les transformations technologiques utilisées comme substitution de moyens matériels de production au travail humain;

 le développement de certaines formes de travail « tournant » les conventions et législations anciennes, qui permet de jouer sur la durée du travail et sur la souplesse de mobilisation des effectifs;

 les délocalisations d'activités vers l'étranger qui deviennent partie intégrante du mouvement du capital (allez donc mesurer leur degré d'impérialisme!);

 la régression des investissements productifs dont les effets cumulatifs se font sentir.

Cette énumération – prise dans l'étude un peu complexe de P. Zarifian – permet de comprendre que la réduction du volume de l'emploi n'est pas liée à un vieillissement en soi de l'appareil productif global. Il est lié à un type de mise en valeur différent du capital.

Notons d'ailleurs que la dégradation des effectifs touche en premier lieu la classe ouvrière et fait croître — relativement — la main d'œuvre non directement productive.

Bloch-Lainé, auteur du fameux rapport sur l'héritage de 81, pourtant non suspect de sympathie pour la cause ouvrière, dans son bilan exprime carrément la réalité des effets sociaux du redéploiement du capital:

« Pourquoi la classe ouvrière française souffre-t-elle, au détriment final de la nation tout entière, d'un traitement indu, d'une "exploitation" qui nous singularise? Les démographes observeront que, plus récemment par les effets conjugués de la croissance de la population, de l'exode rural et d'une forte immigration, la France a disposé de la plus importante main-d'œuvre banale et bon marché d'Europe, qu'elle

logi- en a tiré un profit exceptionnel sans n de avoir à la promouvoir. »

Quant à Zarifian, il indique : « Il ne semble pas que les actions menées depuis 81 aient, pour l'instant, modifié les tendances que nous venons d'analyser. » (cf. plus haut).



### REFUSER LES LICENCIEMENTS

Dans la lutte pour l'emploi, notre attitude est claire : nous refusons les licenciements, non seulement parce que la protection sociale est insuffisante, mais aussi parce que le chômage massif et «installé» est partie intégrante de cette «société duale» chère aux réactionnaires du VIIIe Plan.

D'un côté, il y aurait «ceux du front», de l'autre les «assistés» — comme on peut!

Cette ségrégation économico-sociale est à combattre pied à pied : dans le même temps où nous luttons pour l'emploi, nous agissons pour l'égalité des droits, contre les inégalités et les privilèges. Il y aurait beaucoup à dire et à étudier sur les conséquences sociales, politiques, culturelles de l'extension de cette «économie duale». Un exemple récent : quand les licenciés des «S-C.N.-S» bénéficient de quelques conditions particulières, non étendues aux autres licenciés, le gouvernement cherche à refroidir les canaux de la contestation et de la lutte de secteurs traditionnellement combatifs et organisés; ce faisant, il adopte une politique de discrimination et de division des travailleurs.

Notre position de principe -refus des licenciements- se situe en amont des discussions sur les «sureffectifs» menées par la CFDT ou sur le productivisme prôné par la CGT. La loi de la valeur —que des marxistes ont souvent niée dans les économies socialistes— est une loi économique objective : « obtenir le maximum de résultats uti-



les avec une consommation minimum de travail ». Pour dominer cette loi, il s'agit de « distribuer de façon planifiée le travail social selon les besoins de la société et utiliser le temps de facon économique». En conséguence, une vision socialiste de l'économie exclut d'emblée les notions de « sureffectifs » et de «chômage» à l'échelle de la société tout entière. Néanmoins, dans la pratique, difficultés et erreurs dans l'édification économique socialiste ont produit et produisent encore sous-emploi, chômage déguisé, déplacements plus ou moins brutaux, etc. Dans la société capitaliste, la loi de la valeur est fondée sur la plus-value, dont il faut un maximum pour un capital minimum préalablement investi; le travail y est soumis au capital. Et les notions de «sureffectifs» et de «chômage» sont partie prenante de la mise en œuvre de la loi de la valeur. Notre refus des licenciements, on le voit, est de nature stratégique.

Pour autant, notre lutte pour l'emploi n'est pas seulement de principe et, dans le même temps, nous renvoie au débat sur « l'aval », au débat sur les propositions. Nous ne disons pas seulement : « pas un chômeur de plus », comme le fait le PCF, car il y en a déjà plus de 2 millions. (Nous reviendrons sur ce point dans l'article suivant « Pour une autre stratégie » ).

### **POUR UNE AUTRE STRATEGIE**

la crise du capital. Une telle stratégie ne mène pas au socialisme.

e gouvernement continue à prétendre avec de plus en plus de force qu'il n'y a pas d'autre politique possible à gauche. Les députés PS et PCF, en votant la confiance, c'est-à-dire les choix du gouvernement maintenus avec fermeté par Pierre Mauroy, ont entériné dans les faits cette problématique, même si le PCF déclare conserver son droit de critique et de proposition constructive.

Il n'est pas vrai qu'il n'y ait pas d'autre politique possible à gauche. L'ampleur des débats au sein des rangs ouvriers et populaires suffit à le donner à comprendre. De plus en plus nombreux sont les militants à poser des questions : Comment en est-on arrivé là trois ans après 1981? Est-on condamné à subir les lois du capitalisme et de l'impérialisme? En même temps, se développent davantage le désarroi et le découragement, le repli sur soi. Mais la situation est marquée par des interrogations de plus en plus nombreuses, une ouverture plus grande à la réflexion dans les rangs ouvriers et populaires, basée sur l'expérience de trois années de mise en œuvre de la politique du gouvernement de gauche.

### ECONOMIQUE ET POLITIQUE QUI MENE A L'IMPASSE

Le gouvernement justifie sa politique par l'accentuation de la crise économique mondiale, l'interdépendance obligée de l'économie française, son endettement croissant, sa compétitivité nécessaire. En fait, le gouvernement a maintenu la France au sein du marché impérialiste mondial et a soumis délibérément sa politique économique aux lois et règles de ce système. Ce choix initial l'a conduit à inscrire sa politique dans la logique impérialiste de la politique d'austérité des USA et des voisins européens de la France. De plus, le gouvernement a choisi de laisser intact l'appareil d'Etat bourgeois et la Constitution de la Ve République, instituée en 1958 pour assurer la domination du grand capital. C'est la stratégie globale des partis de gauche qui est ainsi en cause et qui les conduit à gérer

### UNE STRATEGIE DE RUPTURE AVEC L'IMPERIALISME...

Pour une autre politique, le PCML propose une autre logique qui consiste à partir des besoins des travailleurs de notre pays, à s'appuyer sur leurs aspirations et revendications et à s'allier avec les peuples et pays du Tiers Monde, victimes du même système impérialiste mondial et des mêmes forces que les travailleurs de notre pays. Engager ce processus de rupture avec l'impérialisme implique à la fois de :

—combattre la domination du dollar et du marché impérialiste mondial ; contrôle rigoureux des changes; taxation des sorties de capitaux et des placements spéculatifs, par exemple...

remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde : droit à l'indépendance des DOM-TOM; négociation d'accords avec les pays ou groupes de pays engagés dans le développement de la coopération Sud-Sud, reposant sur l'égalité et les avantages réciproques, sur la base des revendications du Tiers Monde et des intérêts des travailleurs et du peuple de notre pays contre la cible impérialiste.

-s'assurer d'une stricte indépendance vis-à-vis des deux superpuissances : équilibre des échanges, non-dépendance en produits stratégiques.

 transformer les relations au sein de la CEE par une renégociation du Traité de Rome.

—en France même, s'attaquer aux forces capitalistes et impérialistes, en contrôlant sérieusement, et à tous les niveaux de la production à la distribution, les marges et les plus-values dans tous les secteurs de l'économie, en augmentant les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes, en maintenant le pouvoir d'achat des travailleurs et en améliorant celui des bas et moyens salaires comme des petits et moyens paysans.

#### ...QU'IL FAUT APPROFONDIR

Cette stratégie de rupture avec l'impérialisme est basée sur la mise en œuvre d'une alliance entre, d'une part, la

• pour le droit au travail et la défense de l'emploi; contre les restructurations capitalistes, les suppressions d'emplois et les licenciements, qu'ils soient l'œuvre du patronat comme du gouvernement.

• pour la défense du pouvoir d'achat contre la politique d'austérité.

• pour les droits des chômeurs, contre la régression du système d'indemnisation.

e pour l'égalité des droits de tous ceux qui sont touchés par les suppressions d'emplois et les licenciements (généralisation des mesures, bien insuffisantes, adoptées par le gouvernement pour certains).

• pour l'égalité complète des droits entre travailleurs français et immigrés, contre le racisme.

classe ouvrière et le peuple de notre pays et, d'autre part, les peuples et pays du Tiers Monde; alliance sur la base des intérêts des uns et des autres, qui ne sont pas identiques mais qui s'opposent les uns et les autres au système impérialiste. Cette stratégie a, évidemment, de nombreux aspects économiques. On ne saurait la limiter à cela, car elle inclut aussi bien la question de l'Etat ou de la démocratie que celle du racisme, la défense de la paix et la solidarité internationale que l'autonomie et l'unité d'une classe ouvrière dont il faut prendre en compte la dimension mondiale.

A examiner les effets pratiques des politiques à l'œuvre dans le mouvement ouvrier, il apparaît que seule cette stratégie de rupture avec l'impérialisme est à même de déboucher sur une sortie de crise en faveur des intérêts ouvriers et populaires.

Il s'agit aujourd'hui d'approfondir cette stratégie, de poursuivre la démarche consistant, d'une part, à en voir l'application en terme de processus et, d'autre part, à élaborer des mesures et des propositions. Prises séparément, elles ne marqueraient certes pas une rupture même partielle avec l'impérialisme, celui-ci étant capable de s'en accommoder. Mais répondant aux revendications et aspirations ouvrières et populaires, et mises en œuvre globalement, si elles étaient associées à la mobilisation populaire et à une politique éprouvée de solidarité avec le Tiers Monde, elles permettraient une rupture décisive.

#### UN EXEMPLE : DES PROPOSITIONS POUR LA SIDERURGIE

Prenons l'exemple de la sidérurgie en partant de notre problématique, c'est-à-dire des besoins ouvriers et populaires en France, des besoins du Tiers Monde dans le cadre de son combat anti-impérialiste pour un nouvel ordre économique international.

Le problème se pose, dès lors, tout à fait différemment aussi bien du plan gouvernemental que des contre-propositions de Philippe Herzog (cf. articles suivants).

Car, alors, il n'y a ni surproduction ni surcapacités. En France même, il suffit de prendre le secteur du logement, important consommateur d'acier, qui a enregistré une spectaculaire récession, alors que tant de besoins sont à satisfaire. Il suffit aussi d'envisager une croissance économique, certes au contenu profondément transformé, de 3% pour compenser la moindre utilisation d'acier qui tient aux progrès techniques.

Par rapport au Tiers Monde, il est clair que chaque pays ne se dotera pas d'une production sidérurgique couvrant toutes les gammes de produits, mais s'orientera, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, vers une autonomie collective permettant de combattre la dépendance. l'échange inégal et le pillage des matières premières par l'impérialisme. Des négociations avec les pays du Tiers Monde et leurs organisations de coopération permettraient, sur la base de rapports égalitaires et d'avantages réciproques, de contribuer, y compris par des fournitures d'acier correspondant réellement à leurs besoins, à la satisfaction de leurs revendications.

Est-ce à dire que cela permettra, à tout jamais, de maintenir sans changements le potentiel technique et humain de la sidérurgie? Ce serait absurde. Nous ne sommes vraiment pas pour le statu-quo économique. Mais, d'une part, les suppressions d'emplois et les destructions d'usines auxquelles nous assistons aujourd'hui représentent un gigantesque gaspillage par rapport aux besoins populaires réels en France et du Tiers Monde; d'autre part, les nécessaires évolutions, transformations, restructurations -n'avons pas peur d'employer le mot- pourraient être programmées, décidées par les travailleurs eux-mêmes et surtout fondées sur la logique de la satisfaction des besoins et non sur celle du profit maximum.

De telles pistes, qui demandent à être creusées dans tous les domaines, y compris l'agriculture et le tertiaire, ne sauraient évidemment être mises en œuvre sans remettre en cause l'insertion de la France dans le marché mondial, la CEE telle qu'elle existe aujourd'hui, la domination impérialiste du Tiers Monde.

# PARTICIPER A L'EMERGENCE D'UNE CONTRE-OFFENSIVE IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE

L'offensive idéologique néo-libérale, antimarxiste et antisocialiste, marque des points. Là aussi, le mouvement ouvrier et populaire se doit de passer de la défensive à la contre-offensive.

Il s'agit de prendre pour cible concrète le courant néo-libéral, ce qui implique d'abord de le mieux connaître et de s'affronter à ses « nouveautés », car il ne se contente pas de rabâcher des thèses éculées, mais, là aussi, les fonde de nouveau, en utilisant et détournant toutes les ressources scientifiques possibles. Nous aurions, le mouvement ouvrier aurait bien tort de sous-estimer cette offensive dont on peut percevoir chaque jour davantage les effets (cf. article suivant).

Participer à l'émergence d'une contre-offensive implique nécessairement de fonder de nouveau, concrètement, dans tous les domaines, notre combat anticapitaliste et anti-impérialiste. Moins que jamais il ne saurait être question de se limiter à des slogans du genre « redéploiement impérialiste des capitaux», sans le justifier concrètement, preuves et chiffres à l'appui, sur chaque cas. Il en est de même à propos de l'impérialisme français et de son insertion dans le système impérialiste mondial. Cela demande études, enquêtes, analyses pour étayer les analyses générales.

# ŒUVRER A LA CONFRONTATION DES POINTS DE VUE, ANALYSES ET STRATEGIES AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER

Nous ne sommes pas seuls à chercher des réponses adaptées aux réalités d'aujourd'hui, à nous affronter à la crise du mouvement ouvrier et à vouloir œuvrer à sa recomposition et à son renouveau, à ressentir le besoin d'une contre-offensive.

Cette confrontation est une composante même du processus de renouveau et nous devons la mener dans l'ensemble du mouvement ouvrier.

Tel est le sens de nos efforts pour échanger, critiquer, être critiqué et débattre. Notre presse, Travailleurs, est ouverte aux points de vue différents -cf. « Parlons ensemble de la politique industrielle» dans le nº19 avec Denis Clerc (Alternatives Economiques), Maxime Durand (LCR), Jean-Pierre Vigier (Convention communiste) - Les militants du PCML participent aux débats de fond à l'intérieur de leurs organisations syndicales et populaires, répondent aux sollicitations d'autres organisations politiques, suscitent et organisent la discussion autour d'eux.

En pleine cohérence avec notre stratégie, cette confrontation ne saurait se limiter à l'hexagone mais doit prendre pleinement en compte le Tiers Monde, ses recherches, ses avancées, ses revendications.

### LA BATAILLE DE L'UNITE

Les mutations économiques et industrielles en cours sont de grande ampleur et impriment des mutations sociales d'envergure dont il est encore difficile et prématuré de cerner les contours, les aspects négatifs et positifs. Quoi qu'il en soit les choses ne seront plus ce qu'elles étaient avant la crise.

Aujourd'hui, le chômage et les menaces pour les travailleurs de perdre

«c'est un mauvais moment à passer»!

naces pour les travailleurs de perdre leur emploi créent une situation de concurrence entre les travailleurs que le patronat utilise pour diviser et faire avancer ses intérêts. Combattre des licenciements, organiser des chômeurs ne sont jamais choses faciles; il y a beaucoup d'échecs. Dans les cas de menace de fermeture de l'entreprise, les conditions sont plus favorables pour organiser l'unité que dans une lutte contre des licenciements. Il y a eu parfois des issues positives de l'action des travailleurs pour imposer des projets industriels et garantir l'emploi, mais dans l'ensemble s'est installé peu à peu un sentiment de fatalité de l'échec chez beaucoup de travailleurs. D'autant que bien souvent le patronat sait tirer profit de la diversité des situations. sait jouer des solutions de préretraites. des offres de départ volontaire, des départs volontaires suscités par le chômage partiel pour entraver une riposte massive des travailleurs.

**DES POLITIQUES** 

**ET DES PRATIQUES** 

Il est sûr que les thèses des « nouvel-

les solidarités» de la confédération

CFDT, dans le cadre de la société dua-

le à laquelle elle ne s'oppose pas sur le

fond, culpabilisent les travailleurs ayant

un statut plus protégé ou un revenu

moyen et opposent les travailleurs les

me» de la CGT pour mener les luttes

selon ses propres revendications, con-

ceptions et habitudes, l'isole de l'en-

semble des travailleurs et d'autres tra-

vailleurs organisés et nourrisse un sec-

tarisme qui lui aussi divise. A l'inver-

se, il est arrivé que les conceptions

«d'aller à la gestion» (voir plus loin)

ou que des impératifs de «solidarité

Il arrive qu'un certain «volontaris-

uns aux autres.

QUI PROVOQUENT

LA DIVISION

# LES EFFETS DES RESTRUCTURATIONS ET DU CHOMAGE

œu pieux »? «Volonté d'œ-

division ancrée dans la réalité? La ba-

taille pour l'unité est souvent ainsi

qualifiée. Et pourtant elle est à la fois

nécessité pour l'action, condition des

croient plus», même ceux qui cher-

chent l'issue dans des solutions indivi-

duelles expriment le besoin de l'unité

des travailleurs et savent la force qu'el-

le leur confère, Leur démobilisation

comme le désarroi militant sont causés

par la conscience aiguê des obstacles

concrets et ressentis comme insurmon-

tables à l'unité.

Même les travailleurs qui «n'y

succès, exigence des travailleurs.

cuménisme» dépassée par la

Les restructurations produisent des effets de division multiples difficilement vécus par les travailleurs, autant d'entraves à leur solidarité et unité:

 la diversification des statuts, l'auxiliariet

-le travail à temps partiel;

 ie chômage des jeunes se retrouvant sans perspectives qui sont souvent contraints de travailler à la petite semaine (en intérim);

 le repli sur soi, la recherche de solutions individuelles;

 l'éclatement des bastions ouvriers et de leurs structures syndicales; les syndicats n'y ont souvent pas pu ou su organiser et coordonner les luttes;

-la désyndicalisation.

On aurait tort sans doute de ne voir là que phénomènes conjoncturels : gouvernementale » partagés et imposés par des militants politiques —essentiellement du PCF— au sein de la CGT, conduisent à apprécier comme « positives » des mesures contraires aux intérêts des travailleurs. L'appréciation par la direction confédérale CGT et celle de la FTM comme « positif » de l'accord PSA-gouvernement au sujet de Talbot en a été un exemple.

Chez l'une et l'autre confédération existe une certaine conception d'hégémonisme dans les rangs ouvriers et syndicaux. Edmond Maire, prétendant en 81 faire de la CFDT le premier syndicat de France, voit le renouveau du syndicalisme dans l'élimination de la CGT et continue à aller dans ce sens, malgré ses propres affirmations de respect des diversités contenues dans son dernier rapport (cf. article suivant), Certains qualificatifs de « fausse gauche » attribués à la CFDT par les dirigeants CGT vont dans le même sens d'élimination de l'autre syndicat des rangs ouvriers. Il ne s'agit pas là d'un débat, de clarification idéologique, de discussions, absolument nécessaires, mais il s'agit de polémiques, de pratiques d'exclusion d'autres forces du mouvement ouvrier. Dans la vie de tous les jours, de telles conceptions se traduisent trop souvent par des injures, des procès d'intention, des attaques personnelles, des querelles de boutique... qui écœurent et découragent profondément les travailleurs.

Au sein des deux confédérations, et parfois même dans leurs instances dirigeantes, s'exprime de plus en plus une remise en cause de ces conceptions et pratiques profondément néfastes aux travailleurs. Comme de plus en plus s'interrogent sur la dégradation des rapports entre syndicats et travailleurs, sur les cassures entre eux qui reflètent des remises en cause à la fois des politiques et des pratiques syndicales.

Où en est-on aujourd'hui en ce qui concerne l'unité syndicale? Même avec quelques bémols récents, CFDT et CGT continuent de se déchirer. Cela met en évidence leurs différends stratégiques mais révèle surtout l'impasse stratégique du mouvement ouvrier dans cette période de crise, où plus qu'en toute autre les travailleurs ont cruellement besoin d'unité pour faire face, même tactiquement et ponctuellement, aux offensives du capital privé et public. La lutte pour l'emploi de



Marche des mineurs sur Paris le 2 mars 1984.

83-84 pourra-t-elle faire bouger un tant soit peu ces campements respectifs des uns et des autres pour une hégémonie impossible?

### LA CONFEDERATION APPELLE A L'UNITE...

Depuis janvier, la CGT multiplie les appels à l'unité, concrètement, sur tous les domaines. Elle ne met plus d'obstacles idéologiques ou politiques à sa réalisation. Le leitmotiv de « l'unité dans la clarté » lancé par le livre de Henri Krasucki «Syndicats et unité» (1980) n'est plus en devant de scène; les textes confédéraux mettent aujourd'hui plus l'accent sur le terme «unité» que sur celui de la «clarification idéologique». Celle-ci a prétendu justifier des années durant, notamment en 1979 et 1980, bien des sectarismes et des fins de non-recevoir, bien des divisions.

Ces derniers mois, la CGT a effectivement contribué à ce que la plupart des manifestations d'opposition aux des licenciés des petites boîtes et de restructurations soient l'occasion de ceux qui vont se retrouver en congé

mobilisations intersyndicales, même si. dans les faits, il s'agissait plus de juxtapositions que d'unité, même si tout ceci reste fort conflictuel et précaire sur le terrain.

Les violentes polémiques de ces dernières années, les appels répétés à l'«unité dans la clarté», ont laissé des traces qu'un changement de discours et de pratique ne peut effacer rapidement. Pour autant, les rassemblements intersyndicaux de ces dernières semaines étaient nécessaires à la défense des intérêts de la classe ouvrière.

### ...ET LA CONFEDERATION CFDT SE DEROBE

Paradoxalement, c'est la CFDT qui, aujourd'hui, développe la problématique de « l'unité dans la clarté ».

Dans des documents de février 84. la confédération CFDT fait le point sur les propositions de la CGT. Elle les interprête comme une opération de soutien au PCF dans la préparation de sa sortie inéluctable du gouvernement et en particulier dans son souhait de démontrer sa volonté unitaire. Les propositions d'unité de la CGT sont, par ailleurs, analysées comme visant à « mettre en cause la stratégie CFDT de solidarité pour sortir de la crise », à « la faire taire et, plus largement, tout langage de vérité et de rigueur», à mettre en cause l'unité et l'autonomie de décision de la CFDT. Et de rappeler la ligne du Congrès de Metz : unité d'action sans a priori -c'est-à-dire en ne privilégiant plus l'unité CGT-CFDT- et dans la clarté des objectifs.

### PARTIR DE LA DIVERSITE POUR CONSTRUIRE L'UNITE

Le contenu stratégique de l'unité implique de partir de la diversité au sein de la classe ouvrière, de la pluralité de ses situations, de ses composantes, de ses organisations, de ses opinions et pratiques pour construire l'unité, pour construire une unité plus solide respectant les diversités et pluralismes. Il faut reconnaître la base objective, accentuée par la crise, des diversités et des divisions et non la nier en dénoncant les « corporatismes » ou le « refus de remettre en cause le capitalisme». Cette reconnaissance de la diversité de la classe doit se faire sur la base de ses intérêts communs anticapitalistes. Oui, la situation des actifs et des chômeurs,

conversion dans les « pôles », des travailleurs des pôles de compétitivité et des secteurs en perte de vitesse, des fonctionnaires et de ceux qui ont des emplois précaires, des Français et des immigrés, des hommes et des femmes, des jeunes et des moins jeunes... est profondément diverse.

Mais les uns comme les autres sont exploités, dans des conditions spécifiques, par le même système capitaliste. Cela crée la possibilité à la fois de formuler des objectifs et revendications unificateurs, communs à toute la classe, de mener des actions communes et de prendre en compte les intérêts et revendications spécifiques à telle couche ou tel secteur, à telle entreprise. tout en menant la discussion et la confrontation d'idées.

Ce combat pour rassembler, unir. faire converger les actions, développer la solidarité est un combat de longue haleine. Mais il est seul à être porteur d'une réponse aux restructurations et à la crise en faveur de la classe ouvrière.

#### IL EST URGENT DE S'UNIR AUJOURD'HUI

La reconnaissance de la diversité de classe sur la base de ses intérêts anticapitalistes par essence, dicte l'action en son sein. Lutte de sigles ou lutte d'idées? Va-t-on qualifier les revendications de telle catégorie de « corporatisme » étranger à la classe et accentuer la division inscrite dans le système capitaliste? Va-t-on identifier la lutte ouvrière à celle de sa propre organisation et nier le caractère ouvrier de toutes les autres? Luttes de sigles et de chapelles dont souffrent -et combien - le mouvement ouvrier et la classe ouvrière! Ou bien va-t-on dans les actions communes, sur la base des revendications des uns et des autres, mener la discussion et la confrontation des idées? C'est un problème majeur de la période.

Oui, il faut tout faire pour unir. sans distinction de stratégie ou d'idéologie, sans sous-entendus et procès d'intention permanents.

Si l'unité sur un projet novateur n'est dans notre pays qu'en débat, en lutte d'idées et des plus embryonnaires dans une diversité importante d'organisations, il peut être possible de se réunir sur des actions, des luttes, des pratiques plus limitées peut-être, mais urgentes : l'emploi, l'égalité des droits, la lutte contre les inégalités, le maintien du pouvoir d'achat, la lutte pour le respect et le développement de certains équilibres-clés régionaux, cultu-

Les politiques industrielles mises en œuvre

### LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

### **DU GOUVERNEMENT**

-celui où la bataille est en train de se jouer et sur lequel il faut concentrer les efforts : automobile, chantiers navals, électronique, sidérurgie.

Dès lors, il faut tout à la fois

- prendre comme donnée l'ouverture de l'économie française sur et dans le marché mondial :

-porter le fer de la concurrence et du redéploiement au cœur même du système impérialiste mondial, en particulier sur le marché américain;

-accorder la prigrité à l'industrie, en particulier en matière d'investissements et donc de drainage des moyens existants, y compris les investissements étrangers qu'il faut faciliter;

- prendre comme critère la rentabilité des produits de l'industrie française, et réhabiliter la santé des entreprises et donc leurs marges et profits;

-moderniser l'ensemble de l'appareil industriel, en considérant qu'aucun secteur n'est condamné, et pour ce faire prendre appui sur les nouvelles technologies, la « troisième révolution industrielle »:

-former une main-d'œuvre qualitres, ce qui nous oblige à construire un

Ainsi et ainsi seulement, pour Franquel nous ne vendrons pas les marchancois Mitterrand, pourrait être dégagée dises que nous aurons produites; la une issue à la crise, un redéveloppement deuxième est qu'il faut tout de suite possible de la croissance et de l'emploi. ou du moins la meilleure place possifera tourner cette industrie moderne. ble de la France dans le cadre d'une issue globale à la crise du modèle dominant le système mondial.

> Pour aller dans ce sens, il faut concentrer tous les efforts, tous les moyens disponibles. Cela passe par une purge, somme toute assez classique : la « mise en friche», la «dévalorisation» du capital surproduit, comme Marx l'avait déjà décrit dans son analyse des crises de surproduction.

### LA STRATEGIE GOUVERNEMENTALE DE "SORTIE DE CRISE"

rancois Mitterrand a exposé la

du gouvernement de manière assez

complète lors de sa conférence de pres-

d'affronter la concurrence internatio-

nale, et elle assurera du même coup

son indépendance et sa prospérité, ou

bien elle sera tirée vers le bas et ira vers

son déclin. Il faut réunir les deux con-

ditions nécessaires : la première est

qu'il faut produire des biens d'égale ou

de meilleure qualité que les autres, à

des prix au moins égaux à ceux des au-

instrument industriel moderne sans le-

former la main-d'œuvre qualifiée qui

« Ou bien la France sera capable

se du 4 avril dernier :

nouvelle politique industrielle

Modernisation et formation sont les maîtres-mots que François Mitterrand développe à partir d'une typologie de l'industrie en trois secteurs :

-celui où la bataille est en train d'être gagnée, dans lequel la France est parmi les trois premiers au monde : transports, espace, aéronautique, chemins de fer, métro, télécoms, nucléaire, agro-alimentaire, logiciels:

-celui où la bataille était en train de se perdre en 1981 et qui reste indécis malgré une remontée de pente : bois, cuir, machine-outil, textile, chimie, ordinateurs:

### UN EXEMPLE SIGNIFICATIF: LE PLAN ACIER

L'exemple le plus significatif aujourd'hui est celui de la sidérurgie. « On ne peut pas continuer comme cela» affirme François Mitterrand en parlant du déficit de 10 milliards enregistré en 1983 et des 77 milliards engloutis dans les cinq plans élaborés depuis 1966. Le plan gouvernemental est dès lors assis :

-sur une réduction de la surcapacité de production : non de la surcapacité matérielle (la capacité passant seulement de 26 à plus de 25 millions de tonnes, pour une production de 17,5 en 83 et 18,5 millions de tonnes cette année).

Mais uniquement la surcapacité en capital humain avec de 21 000 à 27 000 sinon plus suppressions d'emplois, soit près du tiers des 90 000 emplois qui existent aujourd'hui (150 000 voici 15 ans).

-sur de nouveaux investissements (15 milliards sur les 27 du plan), en particulier dans la filière électrique permettant de produire des aciers de qualité courante moins chers que par la filière fonte, pour laquelle la France était en retard sur les autres pays et qui permet d'utiliser les excédents d'électricité disponibles dans les prochaines années. Investissements de modernisation aussi pour les unités « qui se situent sur des marchés porteurs à terme ».

-sur un volet «social» permettant de supprimer les emplois sans licenciements, du moins pendant deux ans, grâce aux préretraites et aux congés formation et en espérant implanter de nouvelles industries, pendant ce laps de temps, par des aides sans précédent au patronat, en particulier l'exonération de toute charge pendant trois ans, soit environ 50 000 Frs par an pour toute création d'emploi en Lorraine.

Le gouvernement justifie ce plan par la réduction de la production mondiale d'acier, par la concurrence des nouvelles sidérurgles des NPI (Brésil, Arabie Saoudite, Corée), par les restructurations en cours dans les autres pays capitalistes, impérialistes, qui eux aussi suppriment massivement des emplois, et par les décisions de la CEE de supprimer en 1986 ou 1987 le dispositif en cours (reposant sur des quotas de production pour chaque pays, des prix planchers pour empêcher la concurrence par les prix, les aides financières aux entreprises).

« Seuls les producteurs qui ont les meilleurs prix de revient survivront. Les autres disparaîtront. La France ne peut donc prendre du retard, sous peine de voir, à terme, disparaître son industrie sidérurgique. »

#### IL Y A SURPRODUCTION ET SURPRODUCTION

On a là le cœur du plan en cours. Il n'est ni dans les surcapacités techniques ou dans l'endettement de la sidérurgie (que dire alors du programme électronucléaire et du suréquipement considérable d'EDF et de son endettement qui 
s'élève à 189 milliards de Frs fin 831), 
mais dans l'alignement sur la logique 
de la course à la compétitivité et à la 
rentabilité capitalistes et impérialistes 
selon les lois du système et les politiques aujourd'hui dominantes. Et dans 
le fait de miser sur la construction européenne, avec les compromis qui y 
sont à l'œuvre depuis les différents 
plans Davignon, pour affronter le pôle 
nippo-américain et affaiblir la zone 
USA.

Comme le souligne Pierre Mauroy : « La CEE a décidé de réduire encore la production européenne. Allions-nous prendre le risque insensé de nous présenter seuls sur le marché mondial? Notre économie n'y résisterait pas. Il nous faut accepter les contraintes communautaires et nous adapter aux innovations techniques dont bénéficient déjà nos concurrents. » Pas un mot n'est prononcé pour dénoncer les mesures protectionnistes draconiennes prises par les Etats-Unis, ou pour tenter d'infléchir sérieusement le compromis du cartel européen.

Dès lors, le moyen essentiel du plan de restructuration est le moyen le plus « classique », consistant à supprimer près du tiers des emplois, à réduire d'autant, à échéance de deux ans, la masse salariale, à fermer les usines, même modernes, jugées insuffisamment rentables et porteuses à l'horizon des années 90. Pierre Mauroy le précise : « Une des raisons de la crise de la sidérurgie, c'est le surinvestissement. Il faut donc mettre un terme à ce surinvestissement et ramener nos capacités de production à la mesure du

Surinvestissement, surcapacités matérielles et humaines : c'est indéniable. mais uniquement dans le cadre du système tel qu'il est aujourd'hui. On peut parler de surproduction si on la renvoie à la stagnation de la consommation -du fait de la crise et de la politique de déflation si on la renvoie à la réduction de la construction; et si l'on comptabilise les besoins du Tiers Monde selon des critères de solvabilité. l'insolvabilité du Tiers Monde étant organisée par le système, au moyen de la politique de la Banque mondiale et du FMI destinée à entraver sa poussée anti-impérialiste

Par contre, si l'on se place du point de vue des besoins mondiaux réels en acier, on est loin d'une situation de surproduction.

La production d'acier du Tiers Monde est passée, de 1974 à 1980, de 30 à 60 millions de tonnes. Ses exportations de 4 à 10 millions de tonnes, ses importations de 43 à 53 millions de tonnes. D'ailleurs, la France fait plus que compenser avec le Tiers Monde, le déficit commercial sidérurgique qu'elle a avec les autres pays européens.

Si la consommation d'acier dans les pays occidentaux et en URSS varie de 400 kg à 700 kg par habitant et par an, elle se situe autour de 50 kg pour le Tiers Monde, 20 kg en Afrique.

Pour répondre à de tels besoins, il faudrait une coopération étroite entre pays développés et pays du Tiers Monde basée sur l'égalité et les avantages réciproques, donc en rupture avec les critères de fonctionnement du système international actuel à la fois sur les plans monétaire, financier, économique et politique et non sur la con-



En 1988, 11 robots pour 10 000 travailleurs.

#### **UNE MEME STRATEGIE**

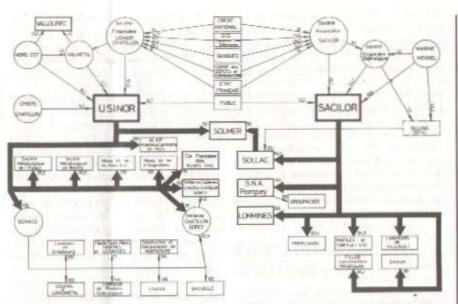
La même stratégie est appliquée dans les charbonnages, malgré une situation bien différente. Car là, il n'y a pas surproduction, ni surcapacités, ce dont témoignent les grands placards de publicité de CdF : « Charbon, sa réalité dépasse la fiction» ou « dépasse notre génération » ou « dépasse notre nation » . La consommation de charbon en France, et encore moins dans le monde, n'est nullement orientée à la baisse, bien au contraire. Mais la course à la compétitivité et à la rentabilité conduit CdF à fermer les mines les moins rentables en France, à repousser à plus tard l'exploitation du grand gisement de l'est du Massif Central, et à redéployer en achetant des mines à l'étranger, dans le Tiers Monde comme aux USA, afin, comme l'indique la publicité, « de placer CdF au premier plan des opérateurs-charbon internationaux en entraînant l'industrie française, et de garantir nos approvisionnements énergétiques durant les prochaines décennies».

La même stratégie est à l'œuvre dans l'agriculture (concentration accélérée, décisions sur le lait, la viticulture...), dans ce qu'on appelle, bien improprement, le «tertiaire» (plan Daucet aux PTT, ce qui se fait assez discrètement jusqu'ici, en application du rapport Nora-Minc, dans les banques et les concentrations d'employés); cette stratégie se développe aussi, sous des aspects spécifiques, dans la Fonction publique, les hôpitaux...

### POURQUOI CETTE NOUVELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE?

A partir de l'accord donné par le gouvernement à PSA sur 2 000 licenciements de Talbot-Poissy, bien des commentateurs ont souligné le virage opéré dans la politique industrielle. Ce virage ne fait effectivement pas de doute. La priorité donnée à l'industrie, aux investissements industriels, aux marges et profits des entreprises, à la compétitivité et à la rentabilité dans le marché impérialiste mondial est nouvelle dans le discours entendu depuis la fin de l'automne.

Mais elle est la conséquence logique des choix opérés et de la stratégie retenue depuis 81 et bien avant même. Au lendemain du 10 mai, la relance keynésienne, d'ailleurs bien timide, a échoué, du fait du maintien de l'Insertion de la si nous n France dans le marché mondial et de l'offre.



l'ouverture sur l'extérieur, non en termes de taux de croissance (supérieur à celui des autres pays) ou d'emploi (stabilisation relative jusqu'à l'automne 83). Elle a buté à la fois :

-sur l'épuisement du modèle de croissance retenu depuis la seconde guerre mondiale, rendant le keynésianisme inadapté;

-sur un dangereux déséquilibre extérieur et un fort endettement, du fait de la forte augmentation des importations consécutive aux trous gigantesques qu'a entraînés dans le tissu industriel et économique français la politique des créneaux de Giscard;

-sur les politiques menées dans les autres pays capitalistes-impérialistes (USA, G-B, RFA), basées sur la politique de l'offre, la purge en matière d'emploi et de pouvoir d'achat pour tenter de repartir sur des bases assainies.

Ces «dures réalités», ces rapports de forces bien concrets ont amené aux virages successifs et à l'alignement grandissant sur les politiques d'austérité : -en juin 1982, avec le premier plan de rigueur, le blocage des salaires et des prix, les cotisations sociales supplémentaires, les premières mises en cause de la protection sociale; -en mars 1983, avec le second plan de riqueur, consécutif à la soumission aux règles du SME, reposant sur une déflation assez classique dont les effets en termes d'emploi se font sentir depuis quelques mois: -depuis la fin 1983, avec la nouvelle politique industrielle."

Lionel Jospin a eu la franchise de reconnaître cette évolution en déclarant, le 15 avril, devant la Conférence nationale Jeunesse du Parti socialiste : « Nous ne redresserons pas la situation si nous ne menons pas une politique de l'offre. »

Est-ce à dire que la politique industrielle du gouvernement soit la seule possible, même dans le cadre de l'acceptation des « contraintes internationales » ? Est-ce à dire qu'elle soit identique à celle de Giscard hier, de Chevènement en 1982, de la droite aujourd'hui ou de Reagan et consorts ? Certes pas.\*\*

#### LE VOLET SOCIAL

Ainsi, il faut parler ici du « volet social » — pôles de conversion et congés de conversion, absence de licenciements pendant deux ans — dernière justification du « Je n'ai pas changé de politique » de François Mitterrand insistant sur la justice sociale qui caractérise son action depuis quinze ans.

Si les mots paraissent nouveaux, le contenu n'est pour l'instant pas différent des «stages-parkings» mis en œuvre lors des précédentes restructurations. Tout dépend des emplois qui seront effectivement créés dans les régions sinistrées. Le gouvernement a prévu de nouvelles aides et subventions, telle l'exonération des charges en Lorraine. Mais, dans cette région, il y a déjà aujourd'hui pas moins de 100 000 chômeurs à la recherche d'un emploi, sans compter ceux qui ont dû quitter la région ces dernières années. Et les exemples sont connus d'entreprises qui empochent les aides et subventions pendant la durée prévue et se dépêchent ensuite de fermer leurs implantations et de licencier pour les transférer là où de nouvelles aides sont versées.

Qui plus est, les congés de conversion sont prévus pour 15 000 travailleurs, alors que le nombre de suppressions d'emplois des trois secteurs, sidérurgie, charbonnages, navale, s'élève à 60 000. Ce «volet social» crée de nouvelles disparités et facteurs de division à l'intérieur de la classe ouvrière car, à côté des 15 000 à qui on fait miroiter une formation suivie d'un emploi, il y a les 2 250 000 autres chômeurs qui attendent de plus en plus longtemps de trouver quelque chose.

et à ceux de la communauté internationale (» les « besoins de la France» sont ainsi précisés : « Il s'agit à la fois de sa place et de son rayonnement dans la communauté internationale (…) et des objectifs industriels et commerciaux de son propre développement (sécurité des approvisionnements, ex-

Enfin, ce volet social «coûte cher» à un moment où l'objectif consiste à concentrer tous les moyens disponibles sur les investissements industriels, où il faut restaurer les marges et profits des entreprises, où il faut être compétitif avec les autres politiques qui ne s'embarrassent pas d'un tel volet social.

#### LA LOGIQUE INFERNALE DE L'AUSTERITE

La logique infernale de l'austérité n'a pas fini de faire ses ravages. Déjà, on parle à mots plus ou moins couverts, d'un troisième plan de rigueur qui risque de devenir inéluctable dans la stratégie retenue, pour transférer davantage de pouvoir d'achat des travailleurs vers les entreprises et les profits et financer les investissements. D'autant que les résultats sur « les grands équilibres économiques » sont loin de correspondre aux objectifs : les prix ont augmenté de 2% au premier trimestre, presque autant qu'en Allemagne fédérale en un an; les exportations plafonnent à cause de ce différentiel d'inflation et les importations risquent d'enregistrer une nouvelle hausse s'il y a reprise des investissements, du fait d'un taux de pénétration proche de 50% dans le secteur des biens d'équipement : la charge de la dette extérieure -450 milliards en chiffres bruts, 200 milliards en chiffres nets des dettes des autres pays- s'élève à une cinquantaine de milliards de francs cette année.

### EVOLUTION DU DISCOURS SUR LE TIERS MONDE

On retrouve d'ailleurs la même évolution dans le discours du gouvernement à propos du Tiers Monde. Il est bien loin le temps des envolées de Mexico ou des formules de Jean-Pierre Cot sur le développement auto-centré, même si la mise en œuvre était toujours restée très en-deçà du discours.

Ainsi le rapport du groupe de travail « Coopération » du IXº Plan, intitulé « Coopération au développement » , daté de novembre 1983, précise : « La coopération au développement vise à répondre à la fois aux besoins des pays du Tiers Monde, à ceux de la France,

et à ceux de la communauté internationale. » Les « besoins de la France » sont ainsi précisés : « Il s'agit à la fois de sa place et de son rayonnement dans la communauté internationale (...) et des objectifs industriels et commer-(sécurité des approvisionnements, expansion et diversification de ses débouchés), particulièrement importants dans le contexte actuel en raison du déficit de ses échanges extérieurs et du problème du chômage. » Et le rapport ajoute : « Or, le Tiers Monde non pétrolier constitue aujourd'hui la seule zone de l'économie mondiale avec laquelle la France réalise encore un excédent commercial. » (19,5 milliards de francs en 1981, 22 milliards en 1982). Le rapport souligne à plusieurs reprises les contradictions qui peuvent apparaître entre les objectifs ci-dessus et se contente de répondre que la compatibilité ne peut être assurée « que dans le long terme et dans un sens très

Tous ces éléments confirment deux choses :

 il y a bien eu changement de politique en juin 1982 et adoption de la politique de l'offre, de l'austérité pour les travailleurs;

 c'est la stratégie retenue depuis
 1981 et bien avant qui conduit à cette escalade dans l'austérité et les attaques des droits des travailleurs,

### LA «MODERNITE» ALIBI

Au leitmotiv de François Mitterrand -moderniser, former- répond le triptyque de Pierre Mauroy réclamant et obtenant la confiance du PS et du PCF -assainir, moderniser, former. Le premier volet -assainir - est d'ailleurs dominant. La modernisation n'est que relative et d'ailleurs aussi vieille que le système, même si des accélérations se produisent par moments. Dans les investissements, il y a toujours deux parts intimement liées : augmentation des capacités et progrès technique, et l'ensemble est déterminé par la course au profit maximum. Et en 1988, cinq machines sur cent seront à commande numérique et il n'y aura encore que 11 robots pour 10 000 travailleurs.

Le problème fondamental qui s'est toujours posé, et qui est plus actuel que jamais, est de savoir au service de qui, de quels intérêts la modernisation s'effectue. A celui de la rentabilité et de la course au profit maximum ou à celui de la satisfaction des besoins ouvriers et populaires, de l'amélioration des conditions de travail et de vie des

masses. Aujourd'hui la modernisation, la «modernité» pour reprendre l'expression au grand contenu idéologique à la mode, est d'abord un alibi destiné à faire accepter l'assainissement, la compétitivité, le redéploiement des capitaux, la reconquête des marchés.

Quant à la formation, on ne peut pas dire que les trois dernières années aient été marquées par une réelle volonté de rénover le système éducatif, de lutter contre l'échec scolaire, en particulier des enfants des familles ouvrières et populaires, contre la soumission aux besoins à court terme du capital, contre la reproduction de l'idéologie bourgeoise.

Il s'agit de situer au mieux l'économie française dans la concurrence interimpérialiste, dans les gigantesques mutations de l'économie mondiale, dans la transformation du système impérialiste, dans la crise,

\* il faut ainsi relier la baisse de la consommation d'acier en France à la stagnation de la production en général, en particulier la baisse dans le bâtiment, à la baisse des investissements dans les moyens de production : caux-ci utilisent 75% de l'acier consommé.
\*\* Cf. articles suivants concernant la politique giscardienne et la politique actuelle de la droite.



I y a eu, et il y a encore quelque peu aujourd'hui, des discussions passionnées quant à la nature de la crise, son ampleur, sa durée, sa spatialité... Peu à peu, les experts se sont rangés derrière analyses et conclusions de la commission Bloch-Lainé, commission du bilan : « La France en 1981, forces et faiblesses » qui recensa le fameux héritage.

# DE STRUCTURE ECONOMIQUE

Désormais, il ne fait plus de doute que la crise, dont les racines et signes avant-coureurs remontent à la fin des années 60, s'est ouvertement manifestée en 1974. Plus personne ne conteste non plus que les chocs pétroliers de 73 et de 79 n'ont pas créé la crise mondiale qu'ils ont sérieusement accélérée cependant. On ne fait plus mystère enfin que les tenants du capital français n'ont pas vu venir la crise... et que lorsqu'ils l'ont vue, ils ne l'ont pas comprise. A titre de preuve, ce passage du plan, le VIIe en date de 1976 : «La reprise s'affirmant dans l'ensemble des pays industriels, il est raisonnable de prévoir une évolution favorable de l'environnement international... Dans cette hypothèse, la stratégie du plan devrait conduire à un taux de croissance du PIB (produit intérieur brut) de 5,5 à 6 %. »

LA CRISE

### ET LA POLITIQUE GISCARDIENNE

A preuve encore, la confrontation, année après année, des perspectives de croissance et des chiffres réels : 1977 : 4,6 contre 3,1 en réel : 1978 : 4,3 contre 3,5 : 1979 : 3,6 contre 3,1 ; 1980 : 2,6 contre 1,3.

Plusieurs des mesures retenues auraient pu sauver la mise s'il s'était agi d'un simple ralentissement de la croissance.

De fait, il s'agissait et s'agit d'une crise mondiale de structure économique. Bloch-Lainé lui-même souligne cette réalité : « Il semble que les mesures prises ne se soient pas assez directement attaquées aux causes structurelles de l'inflation et du chômage, aux faiblesses de notre production et de notre commerce, aux défauts de la mise en œuvre de nos ressources de toute sorte, qu'elles aient trop attendu l'amélioration de la situation de l'emploi, la modération du mouvement des prix, l'assainissement des échanges avec l'extérieur et le développement des investissements productifs, d'une adaptation naturelle de l'appareil économique tout entier au nouvel état de choses grâce à la pratique d'une sorte d'hygiène élémentaire. »

Un peu raide tout de même ce bilan où «hygiène élémentaire» signifie des centaines de milliers de chômeurs. «Tous les modes de production existants n'ont cherché à atteindre que l'effet utile le plus proche»... indiquait déjà Engels\*.

#### LA POLITIQUE DES CRENEAUX

Pompidou avait inventé l'« impératif industriel » lorsque le Traité de Rome inaugura l'Europe. Giscard a produit le « redéploiement industriel » lorsque, voulant s'affronter au marché mondial, il choisit les « créneaux » où déjà l'industrie française avait conquis quelques positions dominantes : télécommunications, électro-nucléaire, aérospatial, électronique professionnelle, armement et matériel ferroviaire. A savoir : CGE, Thomson, Creusot-Loire, SNIAS, Dassault, SNECMA, Matra, CII-HB.

Dans ces domaines, tout un chacun a décerné un satisfecit à Giscard. La gauche au gouvernement approuve elle aussi puisqu'elle nationalise ce qui ne l'était pas encore en 81. Les conséquences de ces choix se révèlent lourdes à porter et conduisent à un déséguilibre profond de l'économie. On ne valorise les «acquis technologiques» que dans les « créneaux », les autres secteurs devant évoluer par simple adaptation à la demande mondiale... et on affaiblit l'ensemble du tissu économique, on lui ôte toute cohérence. On le sait, cette politique industrielle fut la base de la division de la droite au printemps 81. La compétitivité d'un petit nombre de groupes ne signifie pas la compétitivité globale d'une économie.

Cette stratégie giscardienne des créneaux prend pour base une lecture mauvaise — de la crise. D'abord lue comme «ralentissement», elle est ensuite ressentie comme réadaptation nécessaire au nouveau rapport de forces dans l'économie mondiale : il s'agit des «trois ruptures» théorisées par de Combret, conseiller de Giscard :

 les prix des matières premières ne sont plus négligeables (les « chocs »);

 il y a nouvelle division du travail avec la montée des nouveaux pays industrialisés (NPI);

 il y a une aspiration collective à un autre mode de croissance plus humain.

Cette thèse des «trois ruptures» reste prisonnière de l'explication de la crise par les «chocs pétroliers» compris comme «cause structurelle».

#### LA CRISE DANS LE TEMPS ET L'ESPACE

Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), qui travaille auprès du commissariat au Plan, dans un rapport intitulé « Economie mondiale : montée des tensions » (Economica) fait quelques remarques intéressantes sur la crise dans le temps et dans l'espace :

<sup>\*</sup> F. Engels dans « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme».

« Ce n'est qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale que l'avance acquise par les USA leur a permis d'instaurer un nouveau système de relations internationales et de définir un modèle de croissance (\*) dont se sont inspirés les autres pays, peu ou prou. Depuis la fin des années 60, tout indique l'épuisement de ce type de croissance, comme l'effacement de la configuration sectorielle et géographique qui lui était associée...

« Cette transformation marque la fin d'une période où la spécialisation résultait de l'accentuation des positions acquises initialement par chaque pays. Ce type de spécialisation a fini par conduire à l'établissement de "positions dominantes" et donc par créer les conditions favorables à des hausses de prix (le pétrole n'étant que le cas poussé à l'extrême d'un phénomène plus général). Parallèlement se dessinent de nouvelles formes de spécialisation, qui remettent précisément en cause les positions acquises. »

Ce court paragraphe du CEPII décrit le dérèglement des rapports entre le Nord et le Sud, entre les USA et l'Europe, le Japon, entre les pays européens... et dans une moindre mesure, entre l'Est et l'Ouest. Les ruptures financières (fin de la convertibilité du dollar/or en 71-72 et les dévaluations), comme les taux d'intérêts élevés récents

Déjà en 1979, les sidérurgistes contre la restructura-



Le 17 décembre 1978, les locaux d Usinor-Trith occupés.



Le 24 février 79. à Longwy, en route vers le com-

réflètent et accentuent dans le domaine financier le déclin US comme hégémonie économico-financière.

Au plan théorique, nous pouvons avancer la thèse explicative de suraccumulation du capital fixe, la recherche du profit maximum dans le cadre d'une baisse tendancielle du taux de

Mais si cette thèse marxiste permet de comprendre les mécanismes des phénomènes, elle ne saurait remplacer l'analyse concrète de la crise.

### **FACTEURS D'AGGRAVATION** ET CAUSES VERITABLES

Dans une monographie récente sur la chimie nationale, la CGT s'efforce de dégager les causes concrètes de la crise. Citons : la politique du tout à l'exportation et des créneaux, la mauvaise utilisation des profits (investissements), le redéploiement des capitaux à l'étranger, l'endettement des groupes dù aux frais financiers énormes, la concurrence fratricide entre groupes français, le manque de stratégie d'ensemble, la casse de l'outil de travail et le retard dans la modernisation et dans la formation. Tout cela peut décrire des facteurs d'aggravation de la crise mais nullement ses causes. On peut mieux gérer une crise et le capital s'y emploie au-

longtemps, l'a mal gérée ensuite. La thèse du PCF sur la « crise nationale » qui prétend la dépasser en adoptant des mesures novatrices (produire francais, extension du marché à l'Est, nouveaux critères de gestion) propose de fait une nouvelle politique de gestion de cette crise. Car l'économie nationale se situe dans un contexte de crise mondiale du système, plus exactement de crise du modèle dominant le système mondial. Il est nécessaire de bien saisir que l'économie française n'est pas un facteur extérieur (« exogène » disent les spécialistes) au système global de domination -l'impérialisme; c'est un facteur interne («endogène») et non des moindres. Autrement dit, l'économie française certes supporte les conséquences de la crise mondiale, mais aussi - phénomène rarement souligné- elle participe de la crise, elle

De plus en plus de spécialistes mettent en évidence ce caractère « endogène » de la crise face au discours reportant la responsabilité de la crise sur l'extérieur, l'étranger, etc. Ainsi, «la politique des créneaux, la spécialisation sur un nombre limite de lignes de produits réduit et fragilise le marché -par rapport au besoin social - comme l'appareil productif et la production. Elle apparaît comme un palier de dégradation (textile, par exemple) plus que comme une ligne d'affrontement dans la division internationale du travail ». Constat d'échec pour une politique de redéploiement qui s'était fixé comme but l'affrontement pour la restauration d'une division internatio-

### LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

### **DE LA DROITE**

UNE CRISE DU MODELE DOMINANT LE SYSTEME MONDIAL Contrairement à ce qu'affirme le discours classique et déformé sur

l'«héritage», la politique giscardienne n'a pas créé la crise. Elle l'a ignorée contribue à la créer et perpétuer.

jourd'hui, en recherchant les équili-

bres... Mais cette recherche des grands

équilibres - inflation, emploi, monnaie.

plan - d'un modèle de développement

donné ne résoud plus rien lorsque le

modèle est lui-même en crise. On peut

retarder le krach, en l'amplifiant d'ail-

leurs; on peut intervenir sur les formes

et cycles de la crise sans pour autant

économique proposée. Lors des Etats généraux des entreprises, le 14 décembre 1982, il déclarait: « Nous demandons pour nos entreprises la liberté des prix, des salaires; la liberté d'innover, d'exporter, d'importer, d'emprunter, de choisir, de risquer. La liberté d'embaucher, et pour mieux embaucher, de licencier. La liberté de s'adapter à un monde qui nale du travail en crise.

change. En un mot, la liberté de vivre.» Dès lors, les objectifs fixés par le patronat et la droite, tout en corrigeant une faiblesse manifeste de Giscard par le thème de la « solidarité de toutes les

entreprises », se résument à une adap-

a droite a une, voire plusieurs

politiques de rechange. Elles ne

sont pas identiques à celle de Giscard

d'avant 81. La situation n'est plus la

même : réformes de structures et poids

plus important de l'Etat dans la con-

duite des affaires économiques l'ont

modifiée. Outre les multiples apprécia-

tions du «courage» dont aurait fait

preuve, avec retard, le gouvernement

sur la sidérurgie, c'est Gattaz qui résu-

me le mieux la politique industrielle et

LA «LIBERTE»

**SELON GATTAZ** 

tation au plus près de l'économie francaise au marché par l'autonomie des agents économiques libérée de toutes les charges possibles et imaginables. Citons les modalités de cette «libération» : liberté des prix, « flexibilité » de l'emploi, spécialisation par produits (différente des filières), « organiser la régression et non la survie artificielle », instaurer « le caractère subsidiaire de l'intervention de l'Etat» dans le secteur industriel. Pour réaliser ce projet de nouvelle croissance, une condition « macro-économique » s'impose : « mener des actions prioritaires concernant les coûts de production, les produits et la commercialisation », toujours selon Gattaz. Ce programme implique pour les uns «suppression des charges et maîtrise des salaires», réduction des frais financiers, stabilité du franc, pour les autres recherche et investissement. réorganisation du travail, pour les derniers enfin investissement à l'étranger pour améliorer les circuits commerciaux. Côté social, le sieur Armand Lepas, directeur des Affaires économiques générales du CNPF, promet la « formation » et de « donner les moyens aux cadres et agents de maîtrise pour qu'ils participent à l'information et à la formation économique des salariés ».

### LES E.N.C.A. **ET AUTRES PROPOSITIONS RECENTES DE GATTAZ**

Le 10 avril 84, Gattaz s'est fait plus précis. Estimant que « la rigueur était et reste inévitable», il propose de s'appuyer sur la reprise américaine pour passer « de la défensive par l'austérité à l'offensive par la reprise». Cette relance se faisant à la fois par une augmentation des investissements et par une « mobilisation contre le chômage ».

Pour relancer les investissements, Gattaz ne propose rien de moins que de quasiment supprimer les impôts des entreprises. Surtout sa « mobilisation contre le chômage » repose sur des mesures pour 5 ans, en particulier les ENCA, « emplois nouveaux à contraintes allégées ». Ainsi, toute nouvelle em-

1-ne serait pas comptabilisée dans les effectifs de l'entreprise, ce qui supprimerait les contraintes provoquées par le franchissement de certains seuils (droits syndicaux, CE, certains droits comme la formation professionnelle);

2-bénéficierait d'une exonération de l'impôt assis sur les salaires (formation, logement, transport);

3-serait dispensée de l'autorisation préalable de l'Inspection du travail en cas de licenciement économique.

Ainsi les nouvéaux embauchés ne disposeraient que d'une couverture sociale réduite et seraient licenciables immédiatement en fonction des aléas de la conjoncture et de la course aux profits. Gattaz propose d'ailleurs en même temps de réformer radicalement la législation sur les formes d'emplois à temps partiel pour augmenter la souplesse de l'emploi. Quand on sait que plus de deux millions de travailleurs changent d'emploi chaque année, le système dual serait rapidement institutionnalisé, la moitié des emplois serait en quelques années des emplois précaires. Les fonds pour la formation professionnelle, le 1% logement... seraient aussi amputés de moitié.

#### L'OFFENSIVE IMMEDIATE **DU PATRONAT**

Cette ode au libéralisme sauvage, au reaganisme le plus dur adaptés à la situation française, qu'on retrouve dans les propositions du RPR, celles exprimées dans la «double rupture» par Juppé et le Club 89, avec tout l'aspect anti-étatique - dénationalisations, réduction sensible du nombre de fonctionnaires, délégislation et déréglementation- va de pair avec une nouvelle offensive immédiate du patronat dont témoignent aussi bien les annonces de 5 000 suppressions d'emplois à Citroën et Michelin, que la nette augmentation du chômage enregistrée depuis l'au-

Le patronat se sent fort pour marquer de nouveaux points contre la classe ouvrière. Il se sent «couvert» en quelque sorte par la nouvelle politique industrielle gouvernementale.

<sup>(\*)</sup> Ce modèle : énergie bon marché, urbanisation, biens de consommation durables de

### LE MODELE REAGAN

200 milliards de dollars en 1983 pour noire vivant au-dessous du seuil de le seul budget fédéral, et devreit être du même ordre cette année, soit 6% du

En effet, si la réduction des impôts s'est accompagnée d'une diminution des dépenses sociales, les crédits militaires continuent à augmenter très rapide-

Pour 1984-1985, ils sont en hausse de 18% dans le budget fédéral (13 à 14% de plus que l'inflation prévue) et vont atteindre le tiers des dépenses (305 milliards sur 925).

Le gouvernement américain utilise les privilèges du dollar et les hauts taux d'intérêt pour faire financer l'essentiel de ce déficit par les autres pays, en émettant des bons du Trésor. Mais cela provoque un endettement croissant des USA qui ne peut qu'entraver la poursuite de la reorise.

D'autant que le déficit de la balance commerciale, aggravé par le haut cours du dollar, a été, en 1983, le plus élevé de l'histoire des Etats-Unis, soit 70 milliards de dollars.

En janvier 1984, un nouveau record a été battu avec 9,5 milliards de défi-

Autant d'éléments qui relativisent les mérites du « modèle Reagan ».

#### AUGMENTATION DE LA PAUVRETE

Mais le reaganisme ne saurait être la récession de 1982. Fin 1983, la pro- analysé du seul point de vue économique. Les conséquences de la politique suivie aux Etats-Unis pour les travailleurs sont considérables. Le bureau officiel du recensement vient ainsi de préciser que le nombre de personnes vivant « au-dessous du seuil de pauvreté» est passé de 26 à 34,5 millions entre 1979 et 1982, soit de 12 à 15% de la population du pays, du moins si on ne tient pas compte des immigrés illégaux non recensés, fréquemment estimés à une vingtaine de millions de personnes, et dont la grande majorité serait à ajouter aussi bien au nombre des pauvres qu'à celui des chômeurs. Cette situation, que recoupe l'extension des soupes populaires dans la plupart des villes américaines, touche plus particulièrement les Noirs. Leurs revenus, qui étalent inférieurs de 38% à ceux des Blancs en 1975, le sont aujourd'hui de

pauvreté atteint 35.6%. Le chiffre est de 30% pour la communauté hispanique et de 23,6% de l'ensemble des enfants américains de moins de 6 ans.

Les aides sociales ont diminué de 10% en valeur entre 1979 et 1982. alors que dans le même temps l'inflation atteignait 33%. Les dépenses pour l'enseignement ont été réduites, ainsi que celles concernant les chômeurs. La reprise américaine est celle des profits des multinationales, et s'accompagne d'une sérieuse aggravation des conditions de vie des travailleurs, en particulier des différentes minorités

#### CONTRE-OFFENSIVE DE L'IMPERIALISME **AMERICAIN**

La politique de Reagan correspond. en fait, à une vigoureuse contre-offensive de l'impérialisme américain pour faire face au déclin relatif qu'il avait enregistré depuis le milieu des années 60. Déclin sur le plan économique, avec la montée des économies européennes et japonaise et les luttes du Tiers Monde pour l'indépendance économique et un nouvel ordre économique international. Déclin sur le plan politique et militaire, avec les défaites enregistrées dans le Sud-Est asiatique face aux luttes des peuples et aux difficultés grandissantes enregistrées dans sa domination impérialiste sur de nombreuses régions du monde. Avec aussi l'apparition, puis l'offensive de l'autre superpuissance, l'URSS, qui exige un repartage du monde en sa faveur.

La contre-offensive de Reagan concerne ces différents aspects. Sur le plan économique, en mettant en œuvre un libéralisme sauvage, qui vise à redéployer les multinationales US et à restaurer leurs profits, en éliminant les secteurs et entreprises les mains rentables, en utilisant le dollar, les hauts taux d'intérêt et les institutions monétaires internationales pour dicter sa loi aux autres pays capitalistes et aux pays du Tiers Monde. Sur le plan politique et militaire également.

Tel est le « modèle Reagan » que les dirigeants du patronat et de la droite vantent avec de plus en plus d'insistance et qu'ils mettraient en œuvre s'ils revenaient au gouvernement.

offensive du capital se développe avec vigueur; elle n'est pas nouvelle, mais remonte quasiment au début du déclenchement de la crise. en tout cas aux différents plans Barre à partir de 1976. Aujourd'hui, il v a accélération et les effets de cette offensive se révèlent dans leur ampleur. Et dans tous les domaines. On ne saurait en effet situer la guestion des restructurations et de l'emploi -comme certains y invitent - que sur le seul terrain économique.

### DES MUTATIONS DE GRANDE AMPLEUR DANS LE TISSU SOCIAL

Indissociablement, il y a les effets considérables des transformations actuelles sur le tissu économique et social, accélération du processus de décomposition de la classe ouvrière, comme du mouvement ouvrier. Et ceci d'autant plus que les plans de restructuration en cours ou en préparation concernent d'abord les principales concentrations prolétariennes, celles que le mouvement ouvrier et le mouvement communiste avaient organisées depuis des décennies. Mais en même temps qu'intervient le processus de déstructuration et de désorganisation, se produit un processus de recomposition sur des bases nouvelles. La stratégie du capital implique en particulier de tirer un trait sur les grosses concentrations prolétariennes, de développer des unités petites et moyennes, jusqu'au travail à domicile grâce à l'informatique dans les services, en parallèle avec une concentration accrue du capital. Il faut relier à cela des mutations profondes, tels le développement de ce que les sociologues appellent l'« économie informelle» -activités d'autoproduction, de troc, travail au noir - ou l'inversion depuis le milieu des années 70 du processus séculaire d'urbanisation, avec le

redéveloppement des communes rurales, la « rurbanisation ».

Autant de phénomènes et de transformations qui demandent la plus grande attention et que le mouvement ouvrier et populaire doit saisir à brasle-corps et non rester replié sur luimême dans des bastions en voie de dépérissement, en décalage, en retard par rapport à la réalité et à ses mutations.

Il est clair que dans la stratégie du capital, il v a une volonté d'institutionnaliser une « société duale » avec, d'un côté, des entreprises et des travailleurs activement insérés dans les échanges internationaux et, de l'autre, les entreprises dépendantes et sous-traitantes. les travailleurs à emploi précaire, d'un côté «ceux du front», de l'autre les

#### L'OFFENSIVE IDEOLOGIQUE «NEO-LIBERALE»...

Indissociablement aussi, intervient une gigantesque offensive idéologique contre le socialisme, le communisme, le marxisme avec le renouveau des thèses libérales et néo-libérales anti-étatiques, fatalistes, individualistes.

Il faut parler ici, bien évidemment de l'influence croissante, dans l'ensemble de la droite, des thèses de la nouvelle droite -élitisme, hiérarchie, droits innés, xénophobie, socio-biologie...et aussi du développement des théories économiques néo-libérales, qui ne se réduisent nullement au terrain économique d'ailleurs.

Le courant dit des « nouveaux économistes » se développe aujourd'hui en France, à la suite des Etats-Unis et d'autres pays européens. Henri Lepage en a présenté les principales thèses dans ses deux ouvrages : « Demain le capitalisme» et « Demain le libéralisme». Citons en particulier brièvement : l'explication de tous les phénomènes économiques par la recherche de l'intérêt individuel, le chômage analysé comme volontaire, la nécessité d'en revenir au marché dans tous les domaines, y compris pour expliquer le politique, ce qui implique de réduire à presque rien le rôle et le poids de l'Etat. Selon lui, l'intervention de l'Etat, sur le plan économique comme social, produit des effets inverses aux buts recherchés : il faut tout dénationaliser au profit du privé jusqu'à la Sécurité so-

ciale et l'école : supprimer le salaire minimum, cause essentielle du chômage puisque les entreprises embauchent moins; il faut supprimer les plans d'urbanisme, les aides à l'agriculture... A partir de là, sont développées une défense et illustration du capitalisme et du profit, système le plus efficace pour répondre aux capacités et intérêts de chaque individu.

L'OFFENSIVE IDEOLOGIQUE

### ...ET SON REPONDANT DANS LE DISCOURS GOUVERNEMENTAL

Force est de constater que certains thèmes deviennent dominants; on peut évoquer le succès médiatique de l'émission « Vive la crise » bien sûr...

Dans «La nouvelle alliance», Max Gallo prône l'acceptation du réalisme économique, qui, au nom de la modernité, se rallie au mythe de l'entreprise supposée incarner les vertus de l'initiative et qui repose sur l'individualisme. Le discours de François Mitterrand sur les restructurations manifeste une volonté de «dépasser» la lutte de classes, au nom de contraintes inéluctables et de mettre en œuvre un consensus structurel autour d'idées-force. Pour sortir de la crise, il faut aider le capitalisme à réembrayer. C'est l'alternative : les investissements ou bien le désastre économique, social et politique, c'està-dire le sous-développement. La croissance passe par le profit et l'investissement. La décision de François Mitterrand de réduire d'un point le taux de prélèvement obligatoire - dont les conséquences risquent d'être des plus négatives sur la protection sociale et le nombre d'emplois - est une illustration de cette conception générale.

Pour autant on ne saurait l'identifier à la thèse néo-libérale. Une différence essentielle d'avec le néo-libéralisme tient au rôle assigné à l'Etat. Les plans de restructuration du gouvernement manifestent non un désengagement de l'Etat sur le marché, mais un volontarisme, une concentration des efforts par l'intermédiaire de l'Etat sur les secteurs stratégiques où se joue la concurrence inter-impérialiste, pour mener une politique active de redéploiement. L'Etat est le fer de lance de la politique industrielle, de la mise en œuvre de la « modernité ».

### **UNE REPRISE** RELATIVE ET PRECAIRE

uelques chiffres sont mis en

avant pour montrer les succès

économiques de Reagan : progression

de 3,5% du produit national brut en

1983, création de 4 millions d'emplois

et réduction de 2.5 millions du nombre

de chômeurs, diminution sensible de

l'inflation (4% en 1983 contre 14% dé-

cue aux Etats-Unis, mais au prix d'une

très importante récession, d'une forte

augmentation des taux d'intérêt, d'un

blocage de la masse monétaire, d'une

amputation du pouvoir d'achat des sa-

laires - jusqu'à 30% dans certaines en-

treprises -, de coupes sombres dans les

budgets de la protection sociale. Ainsi,

la production industrielle a diminué de

de 2,4%; le chômage est passé de 8%

de la population active en 1981 à 10,8%

fin 1982. La reprise, suscitée en 1983

en particulier par la réduction des im-

pôts payés par les entreprises et les

plus riches, est à resituer par rapport à

duction industrielle n'a fait que rattra-

per le niveau atteint à la mi-1981. Le

chômage, s'il tend à diminuer, touche

aujourd'hui 8,5% de la population ac-

tive, plus qu'en 1981 (8%). Si une en-

treprise comme Chrysler réembauche

actuellement, et si ses profits sont flo-

rissants, c'est que la moitié des ouvriers

avait été licenciée les deux années pré-

cédentes. La fameuse reprise dont Chi-

rac, Giscard et Gattaz nous rebattent

les oreilles n'est donc que fort relative.

Qui plus est, elle est tout à fait précai-

re compte tenu des autres déséquilibres

8% en 1982 et le produit national brut

Effectivement, l'inflation a été vain-

but 1981).

La reprise s'accompagne d'un gigantesque déficit budgétaire qui a atteint 43%. Et la proportion de la population

de l'économie américaine.

politiques au sein nouvement ouvrier

e chapitre « Les politiques au sein du mouvement ouvrier » ne fait pas le tour de la question. Nous aurions pu examiner d'autres politiques. Celle du PSU par exemple, qui dans un tract distribué lors de la Marche du 13 avril intitulé « Solidarité-lucidité » soutient la nécessité de la restructuration dans la sidérurgie et critique les « objectifs irréalistes » maintenus jusqu'ici par les partis de gauche. Celle de Rencontres communistes hebdo qui célèbre « i honneur du pouvoir de gauche » de s'être « attaqué à la tâche » de restructuration dans la sidérurgie. L'une et l'autre, en la matière, approuvent l'orientation de la politique gouvernementale, étudiée précédemment. Le Parti socialiste aussi, hormis sa composante CERES. D'autres sont plus, voire très critiques : Travailleurs n° 19 a ouvert ses colonnes à certains d'entre eux.

Ce chapitre examine des politiques dont la mise en œuvre pèse d'un poids important dans les rangs ouvriers et populaires. Il s'efforce de dégager les stratégles qui les sous-tendent. Dans l'action et la vie de tous les jours, il y a à coup sûr plus de complexité et de richesse, il y a possibilité d'áchanges, de confrontations et d'actions communes entre militants engagés sur le même terrain.

# PCF

### "Objectif emploi": nouveaux critères de gestion et relance

ans revenir sur la stratégie générale du PCF et les contradictions qu'elle porte, contradictions que le débat sur la «clarification» a une nouvelle fois mises en lumière, examinons ses propositions de politique industrielle et économique,

Elles sont systématiquement exposées dans « Objectif emploi » (Editions sociales), sous la signature de deux hauts fonctionnaires, Robert Salais et Jacky Fayolle.

### CRITIQUES A L'ENCONTRE DES THEORIES D'ADAPTATION AU SYSTEME INTERNATIONAL

Ceux-ci critiquent les théoriciens de l'adaptation au système international avec régression de l'emploi industriel et spécialisation, les tenants de la politique des créneaux de Giscard-Barre, qui reste selon eux la référence de la pensée économique de la droite et de bien des agissements patronaux et dont la conséguence est la société duale.

Ils critiquent aussi les partisans des « pôles de compétitivité », qui recherchent une stratégie nationale de lutte contre la crise, dans l'existence dans certaines activités et filières précises de production de liens êtroits entre producteurs, clients, banques, d'économies voir la compétitivité d'une économie mixte, contractuelle? Cette introduction est progressive, elle ne supprime pas les critères de rentabilité, mais la coexistence avec ces derniers est conflictuelle et ces contradictions s'expriment dans le processus de décision.

d'échelles, de synergies recherche-production, d'une main-d'œuvre qualifiée et motivée. Sans qu'il soit explicitement cité, le PS est ainsi visé. La critique repose sur le fait que le PS ne remet pas en cause la domination des critères de rentabilité, est donc peu ancré sur les réalités de la crise et ne permet pas de contrer les argumentations patronales. Les « pôles de compétitivité » peuvent, en effet, être des super-créneaux orientés prioritairement à l'exportation, avec élagages tout aussi massifs d'emplois.

### LES NOUVEAUX CRITERES DE GESTION...

Ils proposent donc l'utilisation des nouveaux critères de gestion, visant à économiser les coûts matériels et financiers et traitant des dépenses pour les hommes non comme de simples coûts, mais comme le moyen de gains de compétitivité. Les auteurs posent la question : « Cette introduction de critères d'efficacité des capitaux matériels et financiers engagés peut-elle promouvoir la compétitivité d'une économie mixte, contractuelle? Cette introduction est progressive, elle ne supprime pas les critères de rentabilité, mais la coexistence avec ces derniers est conflictuelle et ces contradictions s'expri-

Les nouveaux critères d'efficacité sont des critères marchands et peuvent concourir à répondre aux impératifs de compétitivité tels qu'ils s'expriment auiourd'hui de facon dominante. (...) Mais ces nouveaux critères incitent aussi à une conception nouvelle de la compétitivité et des échanges internationaux : ils poussent à la recherche d'accords de coopération de co-production avec des partenaires étrangers qui aient un impact positif sur la valeur ajoutée et l'emploi dans les pays concernés. Ces critères nouveaux sont suffisamment proches pour pouvoir les concurrencer sur leur terrain; mais il en sont suffisamment éloignés pour aider à l'émergence de relations internationales coopératives. »

Quelles propositions concrètes sontelles tirées de ces nouveaux critères? D'abord, il faut construire des relations internationales plus coopératives. Notamment, écrivent les auteurs d'« Objectif emploi » : « Il serait bien dommageable de sous-estimer les perspectives de croissance des pays socialistes, à l'heure où l'économie française ressent le besoin de coopérations équilibrées avec des partenaires extérieurs. »

### ...QUI N'INTEGRENT PAS LA NECESSAIRE RUPTURE AVEC L'IMPERIALISME

Les auteurs ne nient pas la contradiction qu'il y a entre ouverture sur le monde et nouveaux critères de gestion, et y répondent : « La contradiction, ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un et l'autre. (...) Elaborer des critères de gestion nationaux qui innovent, cela oblige à anticiper les mutations possibles des relations internationales elles-mêmes »

La solution n'est pas aussi simple.

Cette thèse rencontre inévitablement l'obstacle du marché impérialiste mondial et ne saurait être durable sans mesures protectionnistes en France même, sans rupture avec le marché mondial, ce que les auteurs refusent. Quant à la « réorientation des échanges vers les pays socialistes», c'est-à-dire vers les pays de l'Est, elle pose très vite la nécessité d'un changement d'alliances, non seulement économique et même militaire, en faveur de l'URSS: les auteurs d'« Objectif emploi» n'abordent pas cet aspect, aux implications des plus redoutables. Enfin, et surtout, les nouveaux critères de gestion, « reposant sur la valeur ajoutée», favorisent l'exploitation impérialiste du Tiers Monde, l'échange inégal, puisque, par exemple, toute baisse des matières premières est

favorable à la maximisation du critère (cf Prolétariat nº26-27 : «Protectionnisme, impérialisme et socialisme »).

Dans un tract de masse du PCF, reproduisant une déclaration du 5 avril Il souligne que les abandons de capacité vont se traduire par des importations et des coûts supplémentaires, conteste le choix de la filière électrique produisant des aciers de bas de



« Economie et Politique », revue d'économie du PCF a organisé un colloque le 6 novembre-82 sur le thème « Quels critères pour une gestion nouvelle ? ».

et intitulé « Faisons le point », on en arrive à la phrase : « Il y a des débouchés pour nos produits à condition de développer notre coopération internationale, en particulier les pays en voie de développement et les pays socialistes, qui constituent un immense marché. »

Partant d'affirmations positives sur des « relations internationales plus coopératives », on a dérapé dangereusement vers l'exploitation de « l'immense marché » I On le voit, la politique industrielle proposée par le PCF s'apparente en définitive à un nouveau mode de régulation permettant la survie du système impérialiste français dans un autre système d'alliances. Voilà où conduit, nous semble-t-il, une stratégie qui n'intègre pas d'emblée et explicitement la nécessité absolue de la rupture avec le système impérialiste, tant dans les rapports avec le Tiers Monde que dans les rapports avec le marché mondial.

### LES PROPOSITIONS POUR LA SIDERURGIE

Les propositions présentées par Philippe Herzog, le 13 avril, à propos de la sidérurgie lorraine, intitulées « Avec les 30 milliards de francs du gouvernement on peut mieux faire», sont plus précises, même si elles ne font pas référence aux nouveaux critères. Selon P. Herzog, sur les 10 milliards de déficit d'Usinor et Sacilor, un seul est lié à l'exploitation, le reste provenant de l'amortissement d'usines fermées, de l'endettement accumulé, du coût des pertes de deux mines de charbon achetées aux Etats-Unis et des déficits d'activités abandonnées par le secteur privé et reprises par les nationalisées.

gamme, alors qu'il faudra importer les produits nobles. Il propose à la fois, à dépenses égales : de maintenir les sites; de développer les industries consommatrices d'acier métallurgiques et mécaniques où la France est faible et dans ce cadre de reconquérir 10% du marché intérieur; de résister aux rétorsions éventuelles des autres pays européens en vendant « plus encore en produits longs vers les chantiers du Tiers Monde»; de créer 20 000 formations longues, 10 000 pour les sidérurgistes, 10 000 pour les jeunes.

Ce plan a sa cohérence, mais présente plusieurs défauts. D'une part, il repose sur l'acceptation de suppressions d'emplois, les 10 000 correspondant aux formations longues prévues pour les sidérurgistes; d'autre part, il implique une remise en cause des décisions de la CEE : suppression des subventions et des déficits en 86 ou 87, alors que les propositions ne règlent pas le problème du déficit; quotas de production qui font qu'une reconquête du marché intérieur implique de moins vendre à l'extérieur. Il implique donc une remise en cause de l'insertion de la France dans la CEE, que les propositions de P. Herzog n'explicitent pas non plus! Enfin, il s'appuie sur un redéploiement vers le Tiers Monde, conçu non en termes de coopération reposant sur des bases d'égalité et d'avantages réciproques, mais en termes de marché.

On retrouve là les obstacles sur lesquels bute la politique économique et industrielle du PCF et qu'il se refuse à franchir : la non-rupture avec l'impérialisme, aussi bien dans les rapports avec les autres pays capitalistes et le marché mondial que dans les rapports avec le Tiers Monde.

eux grands projets s'affrontent au sein du mouvement syndical ; celui de la CGT et celui de la CFDT. Dans CFDT aujourd'hui, Jean-Pierre Huilsan cerne assez bien les différences : « Dans le premier cas. l'objectif est d'adjoindre une argumentation industrielle à un mode classique, c'est-à-dire de nature essentiellement revendicative. L'objet demeure la satisfaction des revendications sociales et le positionnement par rapport au système politique. (...) La deuxième stratégie consiste à formuler des objectifs et à préciser des moyens, liés au produit, depuis les conditions de sa fabrication jusqu'à la prise en compte de sa commercialisation, en liaison avec une réflexion sur sa finalité. Passage en fait d'une réflexion limitée au domaine social à un champ incluant les décisions industrielles et économiques. »

La difficulté est connue : pour réussir, les deux stratégies exigent l'hégémonie, pour le moins des moyens que ces organisations n'ont pas. Du coup, elles contestent et s'essaient à gérer simultanément. Comment cela?



# Propositions industrielles, concertation et "nouveau syndicalisme"

a CFDT vient, par son Conseil national de fin avril, d'engager la préparation de son Congrès de 1985. Un long rapport d'Edmond Maire propose de faire le point, de « mettre à jour » les orientations de 70, « d'adapter le syndicalisme». Il s'agit d'une nouvelle étape du recentrage ou de la «resyndicalisation » amorcés en janvier 78.

### CERTAINS ASPECTS INTERESSANTS DU RAPPORT D'E. MAIRE

Le rapport d'Edmond Maire, dont la presse a fourni des extraits, contient des aspects tout à fait intéressants. Ainsi, il note que les nationalisations « n'ont changé ni les mentalités, ni les comportements », alors qu'« une démarche efficace d'appropriation sociale doit porter tout autant sur les buts de la production, sur ce que l'on fait et comment on le fait, que sur la notion iuridique de propriété».

L'autogestion, dit-il, « ne passe pas par un modèle mais par une démarche, une pratique de tous les jours ». Il souligne aussi la nécessité d'un «syndicalisme pluraliste, de classe et de masse, respectueux des choix et engagements individuels des adhérents, (...) nous croyons que ceux qui pensent autrement ont quelque chose à apporter à la société, y compris à nous. (...) »

Ce dernier point mérite cependant d'être relativisé car ces « autres » désignent non seulement les autres syndicats et les non-salariés, mais aussi le patronat, les élus ou les partis de droite!

### DES "NOUVEAUTES"

Cette précision conduit aux « nouveautés » du rapport, qui ne sont d'ail-

leurs pas totalement inédites dans le discours confédéral :

 « il est nécessaire de considérer le marché comme garantie ultime du respect des choix individuels » et de réduire la portée de la planification démocratique dans une économie où 40% de la production est exportée.

- « l'entreprise est appréciée positivement par les salariés qui y voient leur intérêt et leur sécurité, mais aussi un lieu de socialisation. Cependant, cet intérêt est souvent nié ou combattu par les syndicalistes qui identifient schématiguement l'entreprise et la politique patronale menée dans l'entreprise». Il propose : « Un syndicalisme où la proposition et l'expérimentation ont autant d'importance que la contestation».

### LE ROLE "NOUVEAU" DU SYNDICALISME

Après avoir -une fois encore - posé la guestion : « Existe-t-il encore une classe ouvrière? Les chômeurs et les actifs, le jeune immigré au contrat précaire et le salarié adulte d'un secteur protégé font-ils partie de la même classe?», sont mis en question le rôle et la fonction traditionnels du syndicalisme. Dans Syndicalisme Hebdo, Edmond Maire précise : « Le grand changement culturel de ces dernières années, essentiel pour la pratique syndicale quotidienne, consiste en une affirmation de plus en plus forte des aspirations individuelles. Si le mouvement syndical s'enferme dans les objectifs qu'il veut valables pour tous et uniquement dans ces objectifs-là, en bien, il va passer à côté de l'aspiration des jeunes. (...) »

S'il est juste de partir de la diversité des situations de et dans la classe ouvrière, de la diversité des aspirations, c'est pour forger, reforger plutôt, son unité face au capital. Ce n'est visiblement pas la préoccupation de l'« actualisation» proposée par Edmond Maire. Comme en témoigne aussi bien l'appel contre la grève des fonctionnaires.

#### A PROPOS DES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

Face au plan acier, la FGM a déclaré ne pas être contre les restructurations industrielles ni contre les réductions d'emplois.

Dans des documents CFDT de février 1984, la confédération précise ses positions sur les mutations industrielles. Elle critique l'absence « d'un grand projet industriel pour l'avenir», la non réponse « à la gravité des problèmes posés ni à leur ampleur» ou à « la nécessité de rénover et transformer les rapports sociaux».

Quant au volet social, la confédération insiste sur la réduction du temps de travail, le reclassement des travailleurs et la nécessité d'assurer un traitement plus égalitaire des salariés victimes des licenciements. Mais finalement, la confédération CFDT accepte la logique même des plans de restructuration et limite l'essentiel de ses critiques et surtout de ses propositions aux conséquences. En effet, la ligne des contrepropositions industrielles est toujours présente et active, dans la volonté d'influer au cas par cas, au niveau microéconomique sur chaque décision concrète. « Harcèlement propositionnel » qui peut amener des améliorations partielles, dans tel ou tel domaine, pour telle ou telle catégorie, mais qui ne saurait contribuer à remettre en cause la stratégie générale de redéploiement du capital. 

### Refuser les plans gouvernementaux, produire français

a CGT a manifesté fermement son refus de la politique de restructuration. Le 3 avril, Henri Krasucki dénonçait dans L'Humanité aussi bien le plan sidérurgie que ceux concernant les mines de fer, le charbon, les chantiers navals, aussi bien la baisse du pouvoir d'achat depuis deux ans que les menaces qui se précisent avec le budget 85, en particulier des coupes sombres dans les services publics. Il appelait les travailleurs à se défendre dans l'unité, à développer l'action syndicale de masse, à refuser avec force la politique gouvernementale.

#### DES ACTIONS. MAIS NON COORDONNEES

Ces dernières semaines, la CGT a pris, dans la Fonction publique, dans la sidérurgie, la navale, les charbonnages, d'importantes initiatives d'actions qui, si elles n'ont pas amené jusqu'ici le gouvernement à reculer, ont permis aux travailleurs de manifester massivement leur opposition aux décisions gouvernementales. D'autant que la plupart de ces actions ont été menées dans l'unité d'action intersyndicale. Unité d'ailleurs on ne peut plus conflictuelle et précaire cependant.

Deux points méritent d'être soulignés. D'une part, chacun de ces secteurs a jusqu'ici réagi séparément, alors que la politique gouvernementale est une et cohérente, en particulier la politique industrielle et les restructurations. Une convergence des actions, y compris avec ceux des entreprises privées de l'automobile, avec les victimes des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans les plus petites boîtes aurait eu plus d'impact et, à coup sûr, d'efficacité.

### *«TOUT DEPEND DE VOUS».* DIRECTIVE UNILATERALE

D'autre part, même si la politique gouvernementale vient de franchir un nouveau seuil, elle n'est pas nouvelle. Le changement d'orientation, le choix de l'austérité pour les travailleurs remonte à juin 1982, au moment d'ailleurs du Congrès confédéral. A chaque mesure s'en prenant aux intérêts des Le document « Pour une chimie natiotravailleurs, la CGT a manifesté sa réprobation, a souligné son caractère inacceptable, mais force est de constater l'absence d'initiatives coordonnées d'actions, par exemple pour coordonner la grève des postiers contre le plan Daucet, ou pour combattre la perte du pouvoir d'achat dans l'ensemble du secteur public et nationalisé et pour manifester la convergence d'intérêts entre ouvriers et paysans. Le mot d'ordre central du Congrès de Lille, maintes fois répété depuis, « tout dépend de vous», est tout à fait unilatéral. Il a débouché sur une nouvelle dégradation des rapports entre le syndicat et les travailleurs, leur perte de confiance dans son efficacité, la difficulté croissante de mobilisation, sauf lorsque les décisions de suppressions d'emplois tombent. Et les lendemains des marches imposantes sur Paris des mineurs et sidérurgistes sont bien difficiles.

#### **«ALLER A LA GESTION»**

Les propositions de la CGT concernant l'emploi s'appuient sur une stratégie de redressement de l'économie passant par l'accroissement efficace de la production, la réalisation nécessaire de la croissance. Selon la CGT, emploi et pouvoir d'achat s'épaulent mutuellement : 1% de consommation en plus ou en moins étant équivalent à 100 000 emplois en plus ou en moins. Les moyens de cette politique sont : reconquérir le marché intérieur; utiliser les nationalisations; dégager les moyens nécessaires sur les profits, les fortunes, les gâchis; s'appuyer sur l'intervention des travailleurs et élaborer des propositions industrielles. « Aller à la gestion » résume cette démarche qui invite les militants, en particulier dans les CE, à chasser les fournisseurs étrangers et à multiplier les propositions économi-

### UN EXEMPLE : **"POUR UNE CHIMIE NATIONALE**»

Prenons un exemple de filière, proposé complet par la CGT : la chimie.

nale» offre quantité de propositions novatrices et d'équilibre. Il faut financer tout cela... et le document propose :

«...préserver nos approvisionnements en caoutchouc naturel, tout en cherchant à réaliser des économies de devises. Une politique de coopération pour le développement de l'hévéaculture dans les pays tropicaux qui ont des relations privilégiées avec la France pourrait être poursuivie (zone franc);

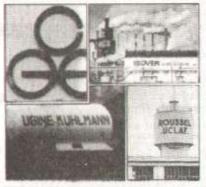
«...utiliser pour l'intérêt national les rentes minières d'Elf, CFP et Péchiney. Ces entreprises nationalisées et contrôlées par les capitaux publics disposent à l'étranger d'importants gisements d'hydrocarbures (pétrole, gaz, minerais, charbon, uranium, phosphates) avec lesquels elles dégagent des ressources financières non néaligea-

De telles propositions de financement pour une «sortie de crise» de la chimie ne sortent pas de la logique du système néo-colonial, on le voit. Gestion différente certes, plus concentrée et productiviste, pour une sortie de crise mondiale dans les possibilités du marché mondial, voilà ce qui est proposé ici.

La fédération CGT propose pouvoir ainsi fournir des milliers d'emplois qualifiés par son contre-plan; il faut : « S'appuyer sur le marché intérieur ; organiser la fonction commerciale vers les marchés et au plus proche des clients; redresser nos déséquilibres du commerce extérieur avec la RFA et la CEE; développer les échanges avec les

Ah, si l'on pouvait fermer nos frontières et exporter nos produits, on pourrait proposer des centaines de milliers d'emplois supplémentaires.

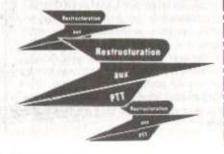
De fait, la formule ici offerte n'est rien d'autre que ce qui se fait déjà, corrigé de la volonté gouvernementale de reconquérir un peu le marché national; et cela ne réussira que si nous exportons suffisamment de capitaux à l'étranger « pour être au plus proche du client», que si on investit en bonne position de compétitivité... Donc, si on « dégraisse », dans une première étape... en espérant que cela ira mieux en-











### LES NATIONALISEES

-le rayonnement durable de l'industrie française, tant sur le marché international que sur le marché intérieur, par l'innovation et les progrès de la compétitivité.»

Deux ans après, quels jugements des militants travaillant dans les entreprises nationalisées -anciennes ou nouvelles- peuvent-ils porter sur les politiques menées en matière de restructuration, d'emploi, de stratégies industrielles, etc.? Quels sont les problèmes nouveaux qui surgissent, et comment y répondre? Quelles propositions faire, enfin, pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs, comme dans la perspective d'un projet socialiste pour la France?

### FER DE LANCE IMPERIALISTE

Cela est apparu avec force au cours du débat : les nationalisées développent effectivement leur activité dans le sens de la stratégie gouvernementale de conquête des marchés internationaux : que ce soit la SNCF, «vitrine pour l'exportation»; EDF, avec la transformation de la direction des Affaires extérieures et de la coopération en EDF-International (200 millions de francs de chiffre d'affaires en 1982), ou Thomson qui acquiert AEG-Telefunken et signe un accord avec JVC (Japon) pour la production en France et en Europe des magnétoscopes, ou encore le groupe Péchiney investissant au Canamettre en œuvre de façon exemplaire

> politique de développement industriel des nationalisées est étroitement liée aux choix gouvernementaux : par exemple, Thomson a dû maintenir le secteur médical (CGR - Compagnie générale de radiologie) et le secteur des composants électroniques (contre l'avis de son Pdg Gomez). La SNECMA négocie actuellement, sous tutelle gouvernementale, la construction de l'avion européen de combat. Ce qui ne signifie pas, d'ailleurs, allégeance complète envers l'Etat : les entreprises nationalisées ont aussi leurs propres objectifs, et peuvent les imposer à l'Etat -tel le

LES NATIONALISEES, DU REDEPLOIEMENT

ans sa lettre de mission aux ad-

ministrateurs généraux des nou-

velles entreprises nationalisées, Pierre

cacité économique par une améliora-

tion continue de la compétitivité. (...)

« Vous rechercherez d'abord l'effi-

« L'importance de la dimension in-

ternationale dans les activités de votre

groupe est liée à l'ouverture, nécessaire

et souhaitable de l'industrie française

sur l'extérieur. Vous veillerez à préser-

ver cette dimension internationale

comme condition essentielle de la com-

pétitivité et du progrès technique. (...)

avant valeur d'exemple en matière so-

ciale, la nationalisation étant l'occa-

sion de créer de nouvelles relations so-

ver leur identité et leurs capacités;

par l'investissement;

personnel. (...)

sont :

« Vous développerez des actions

« Vous aurez, bien naturellement, à

Drevfus écrivait (en 1982) :

da dans la production d'aluminium.

toutes les dispositions légales qui per-Il apparaît ainsi nettement que la mettent un progrès social, et à développer une efficace concertation avec les organisations représentatives du « Elle (la stratégie de votre entreprise) contribuera donc à la réalisation des trois objectifs principaux de politique industrielle du gouvernement qui -la création d'emplois, en veillant à accroître le niveau de qualification, mais avec le souci d'organiser les relations du groupe avec les autres entreprises et sous-traitants, afin de préserla modernisation de l'industrie (trop) célèbre programme nucléaire de

S'inscrivant dans une stratégie de redéploiement industriel, les nationalisées ne jouent pas pour autant le même rôle : ainsi, EDF et la SNCF agissent en amont (fourniture d'énergie) ou en aval (transports) de la production, et peuvent, par la pratique des « tarifscadeaux », soutenir l'effort de compétitivité des groupes industriels. Ce qui explique en partie le déficit de la SNCF et d'EDF (7 milliards de francs en 1982 pour EDF1). Il peut donc y avoir complémentarité entre les groupes nationalisés; il est nécessaire, à ce sujet de s'interroger sur le rôle des banques nationalisées : problème complexe, car si toutes les nationalisées accusent un déficit financier parfois très important : 5 milliards de francs en 1983 pour la SNCF, 6 milliards en 1983 pour la SNECMA, et un endettement, y compris vis-à-vis des banques internationales, inquiétant (EDF a un endettement de 189 milliards de francs

Mexique a pour objectif unique la pénétration du marché américain. Si, dans le cas des marchés-système (installation d'un aéroport, ou couverture TV d'un pays, par exemple) et du fait de l'intervention des Etats dans les négociations, les accords prévoient des transferts de technologie avec formation du personnel sur place, dans les autres cas, il s'agit pour le groupe de trouver des pays d'accueil dont le bas coût de main-d'œuvre et la stabilité intérieure assurée souvent par des régimes antipopulaires, garantissent un profit maximum.

### LES MOYENS DU REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL

Bien entendu, la restructuration demeure le trait dominant de la politique des groupes nationalisés : Thomson

nalisées d'avoir une plus grande souplesse pour pénétrer les marchés étrangers, en même temps qu'elle augmente la part de capital contrôlé par elles. Cette filialisation accélère la création d'unités moyennes de production (exemple de Renault Automation) dont le contrôle de rentabilité est rendu ainsi plus facile. Le développement de la sous-traitance participe aussi du redéploiement dans la mesure où elle facilite l'adaptation du groupe à la conjoncture industrielle, tout en éliminant du groupe les secteurs de production jugés insuffisamment rentables.

Plusieurs exemples (Renault, Thomson, IBM) montrent qu'un nouveau type de rapports s'est établi avec les sous-traitants : le groupe n'intervient que pour 30% de leur activité, limitant leur dépendance en terme de charge de travail. Cela dit, il serait important de bien comprendre les tendances actuelles de la sous-traitance, notamment en ce qui concerne la détention de capital par les nationalisées.

La pénétration des nouvelles technologies, si elle est encore peu rapide, se fait de façon continue et concerne non seulement les activités de production mais aussi les activités de gestion et de conception. Lorsqu'elles pénètrent dans un laps de temps relativement court (comme cela a été le cas dans la téléphonie avec l'introduction de la commutation), elles se sont toujours accompagnées d'importantes réductions d'emplois. Par contre, à la SNECMA, qui possède le premier parc de machines à commandes numériques, l'introduction des mutations technologiques n'a pas modifié le nombre d'emplois : mais elle s'est accompagnée d'une augmentation rapide de la productivité et d'une réorganisation du travail visant à utiliser les machines plus longtemps : extension du travail en équipes (2x8 et 3x8) et mise en place du samedi travaillé pour les nouveaux contrats d'embauche.

Ces mutations technologiques entraînent également une dégualification des travailleurs, comme c'est le cas pour les quichetiers de la Caisse d'Epargne, et un contrôle accru de la productivité. y compris dans les activités administratives (par exemple, mise en place de la «comptabilité analytique» au niveau de chaque succursale de la Caisse d'Epargne). Au total, si les mutations technologiques n'entraînent pas, lorsqu'elles sont progressivement introduites -et cela dépend strictement de la recherche du profit maximum- de réductions d'emplois sensibles, elles modifient profondément les conditions de travail ainsi que la structure des emplois



Rhône-Poulenc au Brésil ; une politique de redéploiement impérialiste.

en 1983, dont 44% en devises étrangères, principalement en dollars), les raisons ne sont pas toutes les mêmes...

Ainsi, il est de notoriété publique gu'avant 1981 comme depuis, EDF a effectué des emprunts en dollars pour le compte de l'Etat. L'obligation d'emprunts (de la part de Thomson, par exemple) en dollars semble par ailleurs liée à une dotation en capital de la part de l'Etat relativement faible.

La pénétration sur les marchés du Tiers Monde constitue un pôle important de l'activité internationale des entreprises nationalisées, outre la recherche d'alliances avec des groupes européens et japonais (parfois même américains) pour s'imposer face aux USA. Cette politique n'est certes pas destinée d'abord à la satisfaction des besoins des pays du Tiers Monde : l'implantation d'une usine Renault au naux ou étrangers, permet aux natio-

l'essentiel de la sidérurgie, etc. Toutes les mesures prises concourent à cette restructuration, visant à améliorer la compétitivité des filières en éliminant les secteurs jugés non suffisamment rentables, comme le montre le cas de la sidérurgie, ou le cas de la CEPEM (Orléans) rachetée par Thomson et menacée sérieusement de dispa-

spécialisé dans l'électronique militaire

et grand public et les composants: la

CGE dans les télécommunications, la

bureautique et la productique : le grou-

pe Bull dans l'informatique et la bu-

reautique; Rhône-Poulenc dans la chi-

mie fine, les biotechnologies et la phar-

macie; Péchiney dans les métaux non-

ferreux; Usinor et Sacilor se partageant

L'extension de la filialisation, avec l'ouverture à des capitaux privés natiodans l'entreprise, ce qui pose des problèmes cruciaux (non-adaptation, difficulté de formation) pour nombre de travailleurs.

Accompagnant, comme on l'a déià vu, les mutations technologiques, mais aussi la réduction des emplois, la réorganisation du travail est généralisée : que l'on prenne la SNCF, où des gares sont fermées en partie la nuit, la SNECMA (déià citée) ou le secteur de la Santé, on assiste à une extension du travail posté, de la production en continu, des journées de travail coupées en deux, du travail à temps partiel, de l'horaire « libre », etc. Cette réorganisation vise à la fois à utiliser les machines plus longtemps et à adapter le nombre de travailleurs simultanément occupés aux besoins non réguliers d'une journée.

Toutes ces mesures ont bien sûr une conséquence majeure pour les travailleurs : la réduction du nombre d'emplois. Sauf à EDF où l'augmentation des emplois est liée à la réalisation du programme nucléaire, les réductions d'emplois affectent toutes les nationalisées. Il est bien évident que le premier objectif fixé par le gouvernement et rappelé par P. Dreyfus n'a pas été rempli : bien sûr, c'est le cas de la sidérurgie et de la liquidation de secteurs entiers, mais c'est aussi 600 emplois supprimés sur 2300 à la CEPEM, 7000 suppressions prévues chez Renault, comme chez RVI, 1500 emplois en moins à la SNCF, 60 000 emplois prévus en moins dans le secteur bancaire d'ici 15 ans, etc. Qu'elles soient brutales ou qu'elles se fassent en douceur. les suppressions d'emplois constituent le lot commun des travailleurs de tous les groupes nationalisés.

#### QUELLE POLITIQUE SOCIALE?

A coup sûr, l'ensemble de la politique de redéploiement industriel impulsée par le gouvernement remet sérieusement en cause la volonté affichée de faire des nationalisées une « vitrine sociale ».

Car en fait, la réforme des Conseils d'administration avec la participation de représentants élus (6 sur 18) du personnel, la multiplication des groupes d'expression, cercles de qualité, la mise en place des conseils d'atelier sont clairement concues par le patronat comme un moven de faire accepter par les travailleurs la «fatalité» de la crise, et le «réalisme» des mesures prises.

des travailleurs, que les suppressions soient accompagnées de mesures sociales, de formation, etc. Il n'en demeure pas moins -et c'est quand même l'essentiel - que ces suppressions ont lieu; on ne peut d'autre part oublier que dans le cas où les mesures de restructuration sont prises dans un délai très court, ces suppressions d'emplois s'accompagnent... de licenciements.

Dans les anciennes nationalisées. comme EDF, la pratique de la concertation, la recherche du consensus social sont fort anciennes : une expérience qui, à coup sûr, sert les directions des nouvelles nationalisées. Les militants sont confrontés à la fois à la multiplication des structures de concertation qui aboutit à une véritable « réunionite » paralysant facilement 'action syndicale, et à la tentation de la direction de s'adresser par-dessus la tête des organisations représentatives. aux travailleurs, au travers des cercles de qualité et autres groupes d'expres-

Le danger d'arriver insensiblement à une sorte de consensus entre la direction et les travailleurs des entreprises nationalisées, s'il est réel, n'interdit pas cependant que ceux-ci, avec leurs organisations syndicales, puissent intervenir de façon positive sur les questions relatives au gâchis, aux erreurs de gestion commises par les directions, aux incapacités notoires. Dans la mesure où elles s'inscrivent dans une perspective de rupture avec le système mpérialiste et de satisfaction des besoins populaires, des propositions sur le type de production peuvent être constructives : telles les propositions que les travailleurs de la CGR ont faites de produire à la fois du matériel médical classique et du matériel de pointe pour l'équipement des hôpitaux et pour répondre aux besoins du Tiers

Dans les entreprises nationalisées (SNCF, SNECMA, par exemple) la durée du travail est souvent inférieure à 39 heures : cette mesure, positive en soi, n'a pas dégagé pour autant des emplois nouveaux, mais a souvent signifié un alourdissement de la charge de travail par son intensification.

En la matière, la stratégie patronale est claire : elle consiste à procéder à une diminution progressive, lente de la durée du travail, accompagnée d'une extension du travail à temps partiel, d'une réorganisation du temps de travail, et d'une diminution des salaires. Dans les conditions actuelles, et faute d'un rapport de forces important, la Dans le domaine de l'emploi, il n'est revendication légitime de la réduction certes pas négligeable du point de vue du temps de travail ne constitue pas

la revendication miracle qui permettrait de créer massivement des emplois. Mais elle n'est pas à sous-estimer, dans la mesure où elle correspond à une aspiration profonde des travailleurs.

#### QUELLES PROPOSITIONS?

A n'en pas douter, les nationalisées constituent pour le gouvernement le novau de sa stratégie de redéploiement industriel, et l'amorce, sur le plan de la société, du dualisme. Cette place dans l'échiquier économique, politique et social conduit les travailleurs des nationalisées, leurs organisations syndicales. mais aussi les organisations politiques, à situer clairement leurs revendications, leurs propositions dans un cadre stratégique global.

cette attitude, d'avancer des propositions «réalistes» peut-être, mais qui vont en définitive renforcer tel ou tel aspect d'une stratégie que, par ailleurs, les militants condamnent, Ainsi, vendre des productions au Tiers Monde peut sembler aller dans le bon sens, et favoriser les exportations françaises : mais que va-t-on vendre, avec quel type de contrats? Est-ce que cela répond aux besoins populaires des pays du Tiers Monde?

De la même façon, le langage « réaliste » utilisé par la direction, qui n'hésite pas, comme à Thomson St-Eurève à « poser sur la table » l'ensemble des données économiques, peut déboussoler des militants jusqu'à leur faire admettre la nécessité d'une réduction

Il y a un risque en effet, faute de d'emplois, d'une réorganisation du travail, etc. Rien n'est donc simple, il faut à chaque fois, avec le souci de défendre les intérêts des travailleurs, peser le pour et le contre de chaque proposition, de chaque mot d'ordre.

> Il semble important de bien replacer les propositions qui peuvent être faites, dans le cadre d'une stratégie de rupture avec l'impérialisme, à savoir :

> viser à la satisfaction des revendications immédiates des travailleurs en matière d'emploi, de salaire, de statut. de conditions de travail :

-- concourir à un développement économique autonome de notre pays:

-mettre fin à la fois à la domination économique américaine sur le monde et à la spoliation du Tiers Monde par notre pays.

Dans ce cadre, en sachant que c'est dans le cours des luttes que les travailleurs sont amenés à défendre des propositions concrètes, plusieurs axes se dégagent :

-défendre l'emploi dans les nationalisées : refus des diminutions d'emplois, politique d'embauche correspondant réellement aux besoins, politique offensive de formation et d'adaptation aux nouvelles technolo-

-la réduction du temps de travail, massive et rapide, avec maintien des salaires, avec embauche correspondan-

La conception d'une masse constante de travail et d'une masse constante de salaire à partager entre travailleurs, conception largement répandue par le patronat, vise à faire accepter et le chômage et les diminutions de salaires. En fait, elle masque les mécanismes économiques réels, en même temps qu'elle gomme les oppositions irréductibles de classe.

-le statut unique pour les filiales des nationalisées, basé sur le statut de l'entreprise-mère. Il faut se pencher sérieusement sur le statut des travailleurs des entreprises sous-traitantes, voir avec eux quelles seraient les propositions les mieux adaptées qui permettraient de lutter contre les tendances à diviser les travailleurs entre ceux à statut stable et ceux à statut précaire.

-le développement de la sous-traitance s'accompagne de la formation de bassins d'emplois entièrement formés d'entreprises de sous-traitance : il importe que nos propositions garantissent le développement équilibré des régions, qu'elles ne soient pas entièrement soumises aux décisions des entreprises nationalisées.

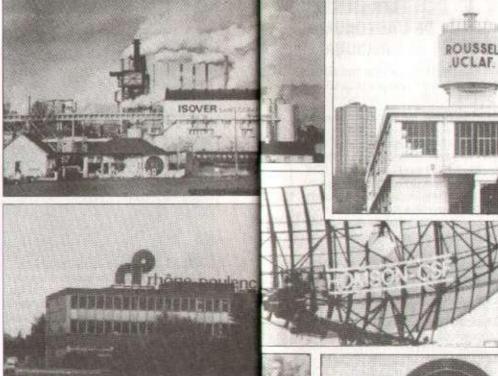
-la multiplication des unités de production moyennes conduit à prévoir des structures syndicales adaptées afin de lutter contre l'éparpillement voulu par le patronat, et de remobiliser les travailleurs dans l'unité.

-la politique de restructuration

conduit à la disparition des « bassins », centres traditionnels d'organisation des travailleurs. S'il faut, contre cette « casse » défendre absolument les intérêts des travailleurs, il est de l'intérêt de la classe ouvrière d'être attentif aux mutations irréversibles qui ont lieu. de comprendre la nature des transformations économiques et sociales qui modifient profondément notre société. afin de pouvoir élaborer des propositions adaptées.







### RESTRUCTURATION

### **ET DECENTRALISATION**

Autant de questions auxquelles les éléments de réponses qui nous parviennent de Bretagne, de Corse ou du Lanquedoc ne permettent pas de donner de réponses très encourageantes. Avant de formuler une opinion définitive, il nous faudra rassembler davantage d'éléments concrets de connaissance.

En voici quelques-uns concernant le Languedoc-Roussillon.

e « IXe Plan national de développement économique, social et culturel » fait ressortir trois priorités :

-développement des activités économiques créatrices de richesses et d'emplois:

-réalisation des investissements intellectuels, conditions du développement des activités économiques :

-réalisation des équipements structurants de communication et investissements nécessaires à l'expansion.

Les priorités du plan régional 84-88 s'inscrivent pleinement dans ces orientations, appliquées aux «spécificités» de la région.

Les contrats de plan Etat-région, dont celui du Languedoc-Roussillon signé le 16 mai 84, ont pour rôle : favoriser la réalisation « d'actions présentant un intérêt pour la région pour lesquelles les parties s'associent à l'exécution du plan national dans le cadre des PPE\*, ou d'actions d'intérêt régional

contribuant à la réalisation d'objectifs compatibles avec ceux de la nation ».

Possibilité est-elle donnée ainsi à un véritable développement des régions, ou n'est-ce pas plutôt la spécialisation des régions selon les besoins du IXe Plan?... Les quelques éléments d'étude du contrat de plan de la région Lanquedoc-Roussillon seraient plutôt en faveur de la deuxième solution.

### LES LIMITES DE L'AUTONOMIE REGIONALE

En effet, la région n'a pu être saisie, malgré la demande faite par le CEES\*\*, des projets de l'Etat dans la région.

Quelques chiffres sont significatifs. L'injection du crédit de l'Etat a une importance non négligeable dans l'économie régionale : pour 82, 502 millions pour les équipements collectifs, 625 millions de subventions d'équipements. Et, en comparaison, le contrat de plan Etat-région tourne autour de 500 millions. La valeur industrielle du secteur nationalisé représente 31.5% de la valeur industrielle totale; les entreprises du secteur public et nationalisé représentent 60% des salariés et aucune intervention au niveau régional ne peut être faite sur les choix dans ces secteurs.



LES CARACTERISTIQUES DE LA REGION

On aperçoit vite les limites de « l'au-

tonomie régionale».

Le Languedoc est une région de petites industries à capitaux propres faibles. L'économie y est dominée par l'Etat et par quelques grands groupes comme IBM. La sous-traitance y est importante. La part de l'agriculture v est deux fois plus forte que dans les autres régions, mais c'est une agriculture fortement menacée par les pays plus au sud (viticulture, fruits et légumes...). Troisième région touristique de France, c'est la première région pour le chômage.

Avec la décentralisation, le plan régional s'est fixé comme tâche : « développer la région avec ses spécificités, s'attaquer au problème de l'emploi. »

### LES PREVISIONS DU CONTRAT-PLAN

Cela se traduit par une politique agricole qui prévoit une aide principalement affectée à l'irrigation dans une optique de diversification de la production agricole, avec pour corollaire la disparition des exploitations viticoles. Compte tenu de la petite taille de beaucoup d'exploitations, il est prévisible que seuls ceux qui ont des surfaces suffisantes (paysans moyens et surtout gros) bénéficieront de ces aides pour faire du soja, etc.,... selon les plans français et européens de liquidation de la viticulture dans notre région.

Sur le plan industriel, l'aide à la création d'entreprises est envisagée sous forme de prêts et garanties de préférence aux primes. Les secteurs principaux bénéficiaires concernent les transferts technologiques en robotique, l'aide au recours du conseil (productique, adaptation des produits aux marchés). C'est vers ceux qui sont à la pointe sur les secteurs de pointe qu'ira la préférence.

A noter que 80% des dossiers de demandes de création d'entreprises sont le fait d'artisans.

Deuxième secteur prioritaire, l'artisanat est concu comme « l'outil indispensable de l'aménagement du territoire». Les aides viseront à donner des possibilités pour le développement des marchés, la promotion de la démarche groupée, la co-traitance (avec les industries) pour l'exportation et le touris-

Quant aux secteurs du bâtiment et travaux publics traditionnellement importants dans une région « consacrée » au tourisme depuis des années, l'aide ira vers « la modernisation, le développement de nouvelles technologies » (habitat méditerranéen, maison en bois...).

#### TROIS GRANDS CHAPITRES

Le support de cette politique industrielle est fourni par trois grands chapitres qui se partagent un gros morceau

-les transports:

-le redéploiement de l'économie de la région vers l'espace international et en particulier méditerranéen :

-les aides à la recherche, au développement du conseil en informatique pour les entreprises, qui «avalent » la majeure partie du budget consacré au développement culturel; ce sont les fameux «investissements intellectuels» au service des entreprises.

Région de tourisme, certes, mais aussi région «plaque tournante» dans le cadre d'une Europe élargie vers le sud (Espagne, Portugal) avec une orientation très nette de la région vers le bassin méditerranéen. (Déià de premiers accords avec la Tunisie ont été conclus; les 10 et 11 mai s'est tenue à Montpellier la Conférence des régions méditerranéennes pour les programmes intégrés méditerranéens). Tel est le choix retenu semble-t-il pour cette région. Les décisions sont-elles le fait du Conseil régional, de Paris, de Bruxel-



Le 15 février 1983, les viticulteurs de l'Aude déversent du vin provenant de « divers pays de la Communauté »

Les prévisions d'industrialisation de la région sont loin d'être satisfaisantes. Pas plus le développement d'un artisanat tourné vers l'exportation ou le tourisme que les implantations de quelques sous-traitants d'entreprises nationalisées ou privées ne seront à même. de résoudre le déséquilibre important de cette région et le problème du chômage, problème numéro un. Plus de 100 000 chômeurs à ce jour. C'est pourtant la revendication prioritaire correspondant aux intérêts des travailleurs de cette région!

\* PPE : Programmes prioritaires d'exécution du plan national

\*\* CEES : Conseil économique et social

PCML	Flash
	hebdomadaire

Bureau non distributeur

Bureau distributeur

Code postal

### TRAVAILLEUR'S

### BULLETIN D'ABONNEMENT

ois: 80,00 <sup>F</sup>	00																					00
nent par chèque bar	caire ou	post	al à	l'o	rdre	de	: P	ress	e d'	Auj	our	d'hi	ai -	8.	P. 9	0 -	75	962	Par	is Ce	edeo	20
dans les cases en MA	JUSCUL	ES:	ne ri	ien i	nsc	rine	har	s de	ts ca	505												
Nom ou raison socia	e L	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Rue ou lieu-dit	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1.	

partis antérieurement?

vant mai 81, la décentralisation

était présentée, notamment au

Parti socialiste, comme devant permet-

tre aux régions de mieux maîtriser leur

politique économique, comme le

moyen de transférer aux collectivités

locales et régionales une partie des

pouvoirs de l'Etat, y compris en ma-

tière de décisions économiques et in-

dustrielles... Certains propos même en-

visageaient de donner aux régions le

pouvoir de participer au financement

des entreprises... La loi de décentralisa-

tion a été quelque peu en retrait de

toutes ces propositions et hypothèses

formulées dans l'euphorie de la campa-

être un des moyens permettant de lut-

ter contre un développement inégal en-

tre les régions. Aujourd'hui, en pleine

période de restructuration de l'appareil

industriel et économique de la France.

toutes ces thèses, hypothèses, mais

aussi moyens dont s'est doté le gouver-

nement de gauche sont à l'épreuve du

gionaux, de mener une politique pre-

nant en compte les richesses potentiel-

les d'une région, les problèmes d'em-

ploi, les distorsions entre les différents

Peuvent-ils bénéficier d'une aide ou

tout au moins d'une compréhension de

l'Etat ou des grands groupes nationali-

sés permettant une diversification des

activités prenant en compte les besoins

des populations locales? Les contrats

de plan « Etat-région » aident-ils à cela

ou sont-ils les moyens de la stricte

mise en œuvre du redéploiement des

groupes monopolistes français et euro-

péens dans le cadre des créneaux im-

Ont-ils les movens de le faire?

secteurs de l'économie?

Est-il possible pour les pouvoirs ré-

La décentralisation devait également

gne électorale et du succès du 10 mai.

### **PME**

### **ET RESTRUCTURATION**

a concentration du capital qui s'est accélérée au cours de la reconstruction d'après-guerre n'a pas seulement fait disparaître un grand nombre de PME au profit de grandes unités de production du style Renault-Billancourt, SNIAS, sidérurgie, mais a commencé à modifier la nature de celles qui ont survécu.

A la suite de la PME, entreprise familiale produisant une marchandise finie directement vendue sur le marché local ou un secteur restreint, est apparue une PME dont la fonction devenait de plus en plus la sous-traitance.

### UN DOUBLE PHENOMENE

Avec le développement de l'impérialisme et de la crise (interpénétration des économies, accentuation de la division internationale du travail, suraccumulation du capital) et avec la résistance ouvrière au taylorisme, le double phénomène s'accélère.

Il s'agit à la fois de la concentration de capitaux dans des groupes multinationaux et du développement de ces PME en dépendance à l'égard du grand capital, tandis qu'elles prennent un essor nouveau, comme solution possible à la crise du fordisme.

### UNE GRANDE DIVERSITE DE PME

Il est nécessaire de souligner la grande diversité des PME :

-appartenance à une filière en essor ou à une branche en déclin :

 différents types de dépendance par rapport au grand capital : sous-traitance pour les grands groupes industriels et/ou dépendance par rapport aux banques;

 emploi de personnel qualifié, voire très qualifié (bureaux d'études, fabrication de logiciels...), ou non (travail du plastique);

– diversité de statuts juridiques (que l'on connaît moins bien):

 diversité des effectifs variant de quelques salariés à 500 au plus.

# DIFFICULTES POUR L'ORGANISATION OUVRIERE

La déstructuration des grosses concentrations et le redéploiement sous la forme de PME, s'accompagnent d'un éclatement de la classe ouvrière, qui se voit dispersée, régie par des statuts différents et multiples, en butte à des conditions de travail et de salaire inégales, sources supplémentaires de divisions.

L'objectif en la matière pour le patronat est de réduire au maximum la part des salaires dans les coûts de production et de lui permettre de continuer sa course au profit maximum.

Les problèmes d'organisation de la classe ouvrière dans ces conditions sont considérables. Les syndicats ont du mal à suivre le mouvement d'éclatement de la classe ouvrière. Traditionnellement implantés dans les grandes entreprises, ils ont des difficultés à prendre en compte la réalité des PME qui emploient pourtant les deux tiers des salariés dans l'ensemble de la CEE.

#### QUELQUES PROPOSITIONS

Il est nécessaire d'examiner avec la plus grande attention les mouvements de lutte dans les PME et de les «soute-nir», sachant qu'ils présentent et présenteront de nombreux aspects contradictoires (exemple, la lutte des camionneurs — cf. Travailleurs n°18). Un important travail politique est à faire au niveau des syndicats :

—faire prendre en compte l'importance des PME dans le cadre des restructurations et des mutations d'emploi qu'elles entraînent par rapport aux grands bastions:

-faire prendre en compte les revendications propres aux travailleurs des PME dont certains axes semblent les suivants:

l'égalité des droits des travailleurs; le relèvement du SMIC; la durée maximum du temps de travail; les questions de l'intérim; le contrôle des travailleurs sur les comptes des entrepril existe plusieurs formations : la formation initiale —générale et professionnelle — dans les écoles et les centres de formation; la formation professionnelle dans l'entreprise; la formation continue hors entreprise.

#### LA PLACE DE L'ECOLE EN FRANCE

Le problème de l'école se situe dans ce cadre, comme le précise le rapport Prost sur les lycées (page 51) : « C'est une particularité française que d'assigner au système scolaire la tâche de former les professionnels et les techniciens : aucun autre pays au monde n'a donné une telle extension à l'enseignement technique et professionnel. (\*)

« (...) La solution française a deux raisons. La première est la crainte des équipes dirigeantes devant la multiplication des déclassés ou des aigris, au cas où trop de jeunes s'engageraient dans les études longues des anciens lycées. (...) La seconde raison est le faible développement de la formation professionnelle au sein des entreprises. »

Le patronat, l'opinion publique accusent parfois l'école et les enseignants de ne pas préparer les jeunes à la vie active, aux mutations de la société. Mais il faut noter qu'il est très difficile de prévoir les besoins en qualification :

"On peut penser que, comme elles l'ont fait jusqu'ici, les entreprises persévèreront dans les méthodes d'organisation scientifique du travail. (...) On peut penser, au contraire, que la parcellisation des tâches et la séparation stricte de la conception et de l'exécution du travail vont reculer. (...) Le plus probable est que les deux types d'organisation du travail vont coexister, dans des proportions variables. Comment, dans ces conditions, prévoir sérieusement des besoins en formation?

« En second lieu, cette analyse souligne les responsabilités des entreprises dans la production des qualifications. On ne peut demander au seul système éducatif de dispenser des qualifications qui sont, par définition, évolutives à l'initiative des entreprises. » (rapport Prost, page 64).

Quant à l'échec scolaire, ce n'est pas une incohérence du système, mais il procède de sa logique même dont le résultat est de reproduire la division sociale

### QUELLE FORMATION POUR L'AVENIR?

S'agit-il de formation haut de gamme pour techniciens supérieurs, ITC, nouveau BTS ou d'une formation bas de gamme, niveau BEP, CAP, pour permettre à un O.S. de contrôler un processus informatisé de production, en faisant appel au technicien pour les cas graves? Il semblerait que la tendance actuelle soit d'encourager le premier type de formation, et que le deuxième type de formation n'aboutit pas à une qualification du travail des O.S., bien au contraire, l'informatisation à ce niveau réduisant la part du savoir-faire de l'ouvrier.

Les entreprises « ont en effet plusieurs possibilités. Dans une perspective taylorienne, les écrans et terminaux de conception assistée par ordinateur peuvent supplanter les planches à dessin, mais l'informatique concerne alors les seuls techniciens des bureaux d'études. Pour répondre à cette évolution indissociablement sociale et technologique, il faudrait développer les BTS et DUT d'informatique et d'électronique. Mais il est également possible que les entreprises choisissent de s'appuyer sur les possibilités ouvertes par l'informatique pour requalifier le travail des ouvriers d'industrie. Dans cette perspective, l'informatique pénétrerait aux niveaux les plus humbles des entreprises et il faudrait introduire des éléments d'informatique dans les sections de BEP et de CAP. » (rapport Prost, page

### LE CHOMAGE N'EST PAS CAUSE PAR LE MANQUE DE FORMATION

Une opinion courante lie chômage et manque de formation. Le but de la formation serait donc d'acquérir une qualification permettant d'éviter le chômage. Ceci est faux : car, dans notre système économique, l'ajustement des emplois aux formations se réalise sur un marché, par le jeu de l'offre et de la demande. Si le volume global de l'emploi diminue, le chômage apparaît inévitablement, quelle que soit la formation des jeunes qui sortent du système éducatif.

« Une formation insuffisante ou inadaptée peut expliquer un chômage sectoriel; or, nous avons vu que les jeunes sont aujourd'hui plus frappés qu'hier



par le chômage dans tous les secteurs, bien que de façon inégale. Croire qu'on remédiera au chômage par un effort de formation est vrai dans quelques secteurs où existent des pénuries de compétences. Globalement c'est faux. Quand le nombre d'emplois industriels diminue, comme il l'a fait en France en 1982 (moins 0,2%), aucune formation ne saurait garantir un emploi. » (rapport Prost, page 61).

### DU POINT DE VUE DU PATRONAT

Du point de vue social, il s'agit de désamorcer un mouvement possible de contestation des jeunes, des salariés licenciés laissés en marge de la société. Par exemple, dans le cas de jeunes n'ayant jamais travaillé, les stages d'insertion professionnelle ont, à côté de leur fonction propre, celle d'empêcher la progression de la délinquance, d'empêcher les coûts financiers occasionnés par celle-ci. Dans la grande majorité des cas, ce sont des stages parkings.

Du point de vue économique, il s'agit d'adapter les travailleurs, leur niveau de qualification aux besoins immédiats du capital qui reproche justement à l'école de ne pas former une main-d'œuvre suffisamment soumise à ses intérêts; celui-ci conçoit souvent la formation continue dans l'entreprise comme l'acquisition d'un savoir-faire élémentaire en fonction de ses besoins et non comme une véritable formation—acquisition d'un savoir.

# DU POINT DE VUE

Il y a dans la formation un aspect bénéfique, même pour un travailleur licencié: mieux vaut être payé pendant deux ans, qu'être mis tout de suite à la porte!

LA FORMATION

Il y a, d'autre part, une aspiration à la formation que le patronat prend en compte à sa manière, et que nous aussi devons prendre en compte, mais à notre façon.

Il s'agit, pour définir une politique correcte en matière de formation, de partir des besoins des travailleurs, et non des besoins du capital et des intérêts du système. Qu'entendons-nous par là?

De quoi les travailleurs ont-ils, objectivement, besoin? Non pas seulement d'acquérir une formation particulière leur permettant de changer de travail quand le leur est menacé -ce qui serait en fait adapter le travailleur aux besoins immédiats du capitalmais aussi d'acquérir une formation plus générale (continue dans le cadre du métier et permanente au niveau général) leur permettant d'analyser leur environnement, les mutations industrielles et sociales, permettant un enrichissement personnel, leur permettant de devenir des acteurs du changement et non de le subir, etc.

Ces enjeux contradictoires prouvent que la formation n'échappe pas à la lutte des classes. La formation doit devenir l'affaire des travailleurs qui se battront :

 pour le respect des droits, syndicaux en particulier, des travailleurs en formation;

 —pour la reconnaissance de la qualification par une augmentation du salaire:

—pour l'intervention systématique des syndicats ouvriers dans la définition des contenus et le contrôle du déroulement des stages afin qu'ils soient conformes aux intérêts des travailleurs.

\* Exemple : l'Allemagne fédérale limite l'accès aux études générales : en 1979, 20,4% des jeunes de 17 ans seulement fréquentaient le « gymnasium» donnant accès aux universités; 52,7% sulvaient une formation partagée entre l'école et l'entreprise.

### RESTRUCTURATION DANS LES PTT

Le texte ci-dessous est constitué d'extraits d'une petite brochure intitulée « Restructuration dans les PTT» qui synthétise le travail collectif de plusieurs militants PTT du PCML. (Disponible à Presse d'Aujourd'hui BP 90 75962 Paris Cedex 20 — Prix : 4,00F). Se reporter aussi à l'article de Travailleurs n°17.

es PTT sont divisés en deux branches distinctes : la Poste et les Télécommunications. Ils comportent en fait quatre grands secteurs d'activités : le secteur postal et les services financiers, les télécoms et Télédiffusion de France qui a été rattachée aux PTT en janvier 1980 (après une longue coopération technique). Aujourd'hui, le sigle PTT veut dire : Postes, Télécommunications et Télédiffusion.

Fin 1983, le nombre de salariés, toutes catégories confondues, était d'environ 480 000, dont 158 100 dans les télécoms. Ce chiffre, global, comprend 27 000 auxiliaires — essentiellement dans les basses catégories — qui attendent leur titularisation bien que le décret d'application ait été voté. Il y a également plus de 3 000 agents contractuels, essentiellement dans les services généraux. (...)

### LA CONQUETE DES MARCHES

Déjà en 1974, l'industrie des télécommunications —en dehors des PTT eux-mêmes — représentait 20% de la branche des constructions électriques et électroniques. Ce qui montre bien l'importance des « marchés à conquérir », comme disent les capitalistes qui se sont lancés à fond dans ce créneau. Les PTT ne sont pas de reste. Par exemple, par l'intermédiaire du CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications), qui est le plus grand organisme européen de recherche électronique, ils ont la haute main sur la recherche fondamentale orientée, la recherche appliquée, les développements internes de la technologie de pointe (télématique, télédiffusion spatiale...), l'expertise et l'assistance technique en France et à l'étranger au double titre du développement industriel et de l'exploitation des réseaux des télécommunications françaises.

« Le capitalisme a un besoin vital de moyens d'action à distance. Ceux-ci constituent un élément essentiel de la croissance économique, en ce sens que la productivité de l'appareil de production et de commercialisation dépend pour une grande part de la rapidité et de la qualité de l'information. » (1)

Dans le domaine de l'informatique, qui concerne les deux branches (Poste et Télécoms), signalons que les PTT consomment le quart de la production française. Là aussi, ils ont bien pris le « créneau ».

Evoquons aussi : les actions de polyvalence en zone rurale et concernant les services rendus contre redevances à plusieurs administrations ou entreprises publiques (ANPE, Impôts, Préfectures, Sécurité sociale, SNCF...): la création fin 1978 d'un réseau public de communication de messages par paquets (géré par la filiale TRANSPAC). qui est un véritable réseau de télé-informatique lourde permettant l'interconnexion des différents réseaux télé-informatiques (Air-France, SNCF, banques, PTT, EDF, RATP...); le rôle de leader joué par les filiales PTT : « France Câbles radio » (2) - pose, exploitation et maintenance de câbles sousmarins principalement, grâce à sa flotte de navires câbliers ultra-modernes basée à Brest et à Toulon - et « E.G.T. » -installation, entretien et service aprèsvente d'appareils de péritéléphonie. Ainsi les perspectives de développement ne manquent pas.

Les PTT, comme toute autre entreprise importante privée ou publique, associent autofinancement et appel au marché financier. Ils sont présents à la Bourse de Paris aussi bien sur le marché à terme que sur le marché au comptant. Les valeurs boursières émises à leur profit le sont soit directement par l'Etat (emprunts PTT), soit indirectement par des établissements financiers publics, ou bien encore par des sociétés privées de financement ayant des liens contractuels étroits avec les PTT En résumé, les PTT interviennent dans au moins deux secteurs décisifs de l'économie : les communications et les circuits financiers. Ils concentrent la production et le capital à un degré élevé, participent directement ou indirectement par organismes financiers rattachés ou dépendants, à la fusion du capital bancaire et du capital industriel en CAPITAL FINANCIER.

#### DANS LA CONCURRENCE INTER-IMPERIALISTE

Cette question est évidemment très directement liée à l'évolution du système capitaliste lui-même. La colonisation avait ouvert des marchés considérables et les PTT n'ont pas été de reste. Il est significatif, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur les plans idéologique et politique, que les anciennes colonies francophones d'Afrique soient toujours considérées -sur le plan des principales taxes postales - comme faisant partie du régime intérieur. Les rapports de domination ne s'arrêtent pas là. Ainsi certaines relations inter-africaines et entre l'Afrique et le reste du monde transitent encore par Paris, secondairement par Marseille, Nice et Ajaccio! Dans le trafic total de la Poste internationale francaise, les «relations avec l'Afrique» viennent largement en tête, aussi bien en poids brut transporté qu'en tonneskilométriques.

Les PTT ont des pratiques similaires à celles des trusts privés. Ils envoient des experts et spécialistes de haut niveau, effectuent pour les pays concernés des ordres d'achat de matériel postal et télécommunicant. Les sociétés d'économie mixte associant les PTT aux constructeurs français de matériel postal et télécommunicant (telles que SOFREPOST, SOMEPOST, SOCOTEL, SOFRECOM, SOTELEC...) sont des entreprises d'ingénierie générale et appliquée créées sous l'égide de la DGP (Direction Générale des Postes) et de la DGT (Direction Générale des Télécommunications). Elles vendent à des pays du Tiers Monde, et même à des pays européens peu développés, à la fois les équipements des firmes françaises et le savoir-faire des PTT en gestion, exploitation, conception de réseaux et valorisation des brevets. Quelques exemples de contrats importants (con-



clus entre 1972 et 1977) pour la branche «Poste» : équipement des centres de tri (Alexandrie, Mexico, Buracest, Zagreb); études et parfois réalisation des centres de tri (en Arabie Saoudite, Tunisie, Maroc, Côte-d'Ivoire, Libye); réorganisation générale des services postaux du Brésil, d'Arabie Saoudite.

L'exportation joue un rôle important pour les Télécoms. Ceux-ci se font les démarcheurs de toute l'industrie électronique, notamment dans le Tiers Monde (auquel ils vendent, entre autres, des centraux téléphoniques considérés comme périmés pour la France vu l'avancée technologique). Ils ont vendu à l'Irlande des logiciels pour la planification de son réseau téléphonique numérique intégré E.10. Etc.

De plus, outre les câbles téléphoniques sous-marins internationaux, la DGT compte bien tirer le maximum en matière de satellites de télécommunications. Elle compte sur le lanceur Ariane pour, avec les satellites, mettre en place un réseau national indépendant de liaisons télématiques interentreprises, renforcer ses relations en télécommunications classiques (téléphone, télévision) avec les DOM-TOM et, à partir de ceux-ci, écouler des trafics internationaux de pays situés dans la limite des zones de couverture...

En 1979, les PTT de France se situaient au quinzième rang des grandes entreprises mondiales par le chiffre d'affaires (3).

#### LE PLAN DAUCET

Dans la continuité des rapports Longuet puis Nora, le gouvernement a mis en place (été 1983) un plan de réorganisation spécifique à la Poste, Jacques Daucet, directeur général de la Poste, a clairement annoncé la couleur : « Optimiser le temps de travail », « adapter le service public», « répartition des gains de productivité dégagés »...

Depuis le 10 mai 1981, la politique gouvernementale vis-à-vis des PTT s'est concrétisée par la volonté de réduire les coûts, d'être compétitif à la fois sur le marché intérieur et sur le marché international (aide d'environ 3,4 milliards de francs aux entreprises de la filière électronique dont une bonne part a servi à la restructuration des groupes CGE-Thomson qui va se solder par la suppression de 6 000 emplois!). (...)

Officiellement le plan Daucet était mis en place afin de réaliser près de 800 millions d'économies en diminuant les coûts de traitement du courrier.

Pour atteindre cet objectif, le pourcentage des plis en première catégorie dont le traitement coûte le plus cher (le courrier rapide nécessite un tri de nuit payé en heures supplémentaires, le transport par avion, etc.) descendra de 73% à 40%, tandis que les plis nonurgents progresseront de 27% à près de 60%. Ce qui revient à faire passer annuellement 3 milliards d'objets en seconde catégorie. A l'heure où la modernisation de la Poste devrait permettre d'acheminer une grande partie du courrier à J+1, la mise en œuvre du plan Daucet a pour conséquence un ralentissement sensible du courrier (J +2. J+3, voire J+41). De plus, les lettres acheminées en petite vitesse sont de plus en plus nombreuses, car en creusant l'écart tarifaire (1,60F et 2,00F) le gouvernement fait tout pour détourner le public des plis de première caté-

Si ces mesures gouvernementales conduisent à une dégradation du service rendu aux petits usagers (« Les entreprises faisant passer leurs frais de courrier en frais généraux déductibles des impôts ou répercutables sur le prix des marchandises. »), elles feraient aussi économiser 90 000 heures supplémentaires (chiffres syndicaux) et l'administration pourrait muter 40% du personnel de nuit dans les brigades de jour (politique dite de «redéploiement»). Pourtant les économies réalisées (4) se feront au détriment des recettes supplémentaires que procurent les lettres à 2,00 F. La Direction Générale des Postes chiffre à 659 millions les pertes de recettes! Au bout du compte, ce sont les postiers qui font les frais de l'opération. (...)

### QU'APPORTE LA MODERNISATION?

Dans les services financiers, les CCP sont un marché très important pour

l'informatique. L'informatisation s'est traduite —pour les travailleurs(euses) des chèques — par de grosses compressions de personnel et la réorganisation des services. Le travail a été complètement transformé, sans que les intéressé(e)s y aient participé à un moment quelconque. Il y a eu introduction de la polyvalence dans le travail, avec des « unités de gestion », qui remet plus ou moins en cause la parcellisation à outrance du « taylorisme ».

Toutefois son utilisation est différente selon les services. Certains sont appelés à disparaître, tel le Centre de contrôle des mandats.

Cela signifie-t-il que modernisation égale réduction des effectifs? Ce n'est pas du tout aussi simple. Il s'agit\_surtout de transferts d'emplois, ce qui amène aussi un changement de qualification et pose le problème difficile à résoudre du recyclage du personnel. La modernisation amène en même temps des besoins nouveaux. Il n'y a pas eu de grosses évolutions globales des effectifs. C'est la nature des objectifs qui change et cela déplace les charges de travail.

Est-ce que la modernisation est responsable de la crise? Non. Elle n'a fait qu'accentuer le processus. Cela joue notamment au niveau des conditions de travail, de salaire. Elle entraîne un bouleversement idéologique : les travailleurs concernés n'y sont généralement pas préparés.

On peut et on doit se battre sur la question de l'information pour maîtriser sa mise en œuvre.

Il n'y a pas de fatalité. La modernisation ce n'est en fait pas nouveau, mais au contraire un phénomène naturel et nécessaire. La bourgeoisie s'en sert comme d'une tarte à la crème pour faire passer les licenciements. Elle l'utilise dans le seul but d'accroître la rentabilité, la compétitivité... Dans un système capitaliste, la modernisation n'est pas synonyme d'amélioration des conditions de vie et de travail s'il n'y a pas un rapport de forces établi en faveur des travailleurs. (...)

 (1) « Des idiots par milliers » : Du démantélement des PTT à la grève de 1974. Edité par la fédération PTT de la CFDT. Collection Maspéro 1975.

(2) Selon la DGT, un regroupement de filiales va être proposé. France Câbles radio gère aujourd'hui Télécom 1; un rapprochement avec Transpac est envisagé.

(3) D'après le magazine économique américain Fortune des 14/7/80 et 11/8/80. (4) Quand les PTT font des économies c'est

pour les réinvestir ailleurs, par exemple dans les entreprises nationalisées (certainement dans les secteurs de pointe). A la Poste, c'est dans les dépenses de fonctionnement qu'ils cherchent à faire des économies.

POUR UNE AUTRE POLITIQUE	3
La bataille de l'emploi	- 5
Pour une autre stratégie5	- 6
La bataille de l'unité	- 8
LES POLITIQUES INDUSTRIELLES MISES EN OEUVRE	9
La politique industrielle du gouvernement 9 - 10 - 11 -	12
La crise et la politique giscardienne	14
La politique industrielle de la droite	15
Le modèle Reagan	16
L'offensive idéologique	17
LES POLITIQUES AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER	18
Le PCF	19
La CFDT	
La CGT	21
ASPECTS PARTICULIERS ET PROPOSITIONS	22
Les nationalisées	25
Décentralisation et restructuration	27
PME et restructuration	28
La formation	29

Travailleurs: BP 90 — 75962 Paris Cedex 20. Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication: M. Cuisinier. Abnt. un an: 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT.